

N° 14 / DECEMBRE 2025

APS MAGAZINE

agence de presse sénégalaise / La Vitrine du Sénégal



Cheikh Niang
« La diaspora joue quelque
part un rôle diplomatique »



DIASPORA LE GRAND BOND



AMADOU CHÉRIF DIOUF
Le migrant devenu patron des émigrés



**Caisse des dépôts
et consignations**
TIERS DE CONFIANCE

Un partenaire stratégique au service du développement national

Acteur public majeur, la Caisse des Dépôts et Consignations du Sénégal (CDC) incarne la vision d'un investisseur de long terme engagé aux côtés de l'État, des collectivités et des acteurs économiques. Sa mission : stimuler le développement territorial, soutenir l'innovation, structurer l'investissement et créer des infrastructures durables pour les générations futures.

Dans un contexte où le Sénégal accélère sa transformation urbaine, sociale et économique, la CDC joue un rôle central pour bâtir des villes modernes, inclusives et résilientes.

Investir pour transformer

La Diaspora, une force vive au cœur de la stratégie nationale

À l'occasion de la Journée de la Diaspora, la CDC réaffirme l'importance stratégique des Sénégalais établis à l'étranger dans le développement du pays. Leur contribution financière, entrepreneuriale et sociale inspire un cadre renouvelé de partenariat : offrir des solutions de logement fiables, sécurisées et adaptées à leurs attentes.

« Cités de la Diaspora » : un modèle urbain moderne, sécurisé et répliquable

Ce programme national ambitionne de créer, dans plusieurs communes du Sénégal, des ensembles résidentiels composés de villas contemporaines, terrains viabilisés, équipements de proximité et aménagements durables.

Chaque cité est pensée comme un écosystème complet, structuré et attractif

Des filiales mobilisées pour garantir qualité, transparence et performance



Une vision : construire aujourd'hui les territoires de demain

Avec « Cités de la Diaspora », la CDC propose un cadre de confiance, une ambition nationale et un modèle urbain moderne, inclusif et durable. Ce programme symbolise un Sénégal moderne, solidaire, ouvert sur le monde et reconnaissant envers sa diaspora.

Caisse des Dépôts et Consignations du Sénégal (CDC),
N° 9927 - Amitié 3 X VDN, 14463, Dakar, Sénégal

Tél : +221 33 859 23 47
E-mail : courrier@cdc.sn

Site web : www.cdc.sn

Si loin, si proches

Question à 2200 milliards ! Que faut-il mettre en avant pour souligner le mérite de nos vaillants compatriotes ayant quitté le pays pour s'installer sous d'autres cieux ? Faut-il saluer le courage de s'être séparés douloureusement de leurs proches pour chercher ailleurs les moyens de leur venir en aide ? Ou leur attachement à un pays qui ne leur a pas tout donné, mais à l'appel duquel, ils sont prompts à répondre ? Sûrement les deux à la fois.

Si loin et si proches de leur famille et de leur pays ! Voilà ce qui aurait pu être la devise de ces braves compatriotes qui ne demandent rien ou presque à la patrie, mais qui lui donnent tout.

Quelle belle initiative donc que celle du Chef de l'Etat d'avoir institué une « Journée Nationale de la Diaspora » pour les célébrer et leur témoigner la reconnaissance de la Nation !

Ce mercredi, 17 décembre 2025, c'est donc la République au grand complet et la Nation toute entière qui s'associent dans ce bel hommage à ces concitoyens exemplaires. Ces modèles de courage, d'abnégation et d'attachement au pays comme en témoignent les propos du ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Cheikh Niang, dans l'entretien qu'il nous a accordé. (Pages 8 à 10)

Pour les avoir côtoyés durant sa longue carrière de diplomate, il dit avoir décelé chez eux trois vertus cardinales. « J'ai noté dans le comportement des Sénégalais à l'étranger au moins trois réalités majeures : une intégration réussie, une présence entrepreneuriale très forte et un attachement profond au terroir et au Sénégal », dit le chef de la diplomatie.

Que faut-il en déduire si ce n'est qu'il faut absolument avoir un mental d'acier et un cœur d'or, à la fois, pour accepter de vivre et de travailler loin de sa famille et de sa patrie, tout en gardant un lien indéfectible avec les deux. Chapeau, Sénégalais de l'extérieur ! Vous qui êtes l'exemple achevé du patriotisme et du don de soi !

L'hommage de la Nation est d'autant plus mérité et justifié que l'impact de la Diaspora sur notre économie ne se dément pas. Au contraire, il va crescendo.

En 2024, les transferts effectués par les Sénégalais de l'extérieur en direction du pays s'élèvent à ...2200 milliards de francs CFA. Une véritable manne financière ! Encore que ce chiffre ne prend en compte que les flux passés par le circuit officiel.

Toujours est-il que ce montant représente 12 % de notre Produit Intérieur Brut (PIB), selon des données de la BCEAO. Mieux, ces transferts, en augmentation constante, représentent désormais une source de devises supérieure à l'aide publique au développement.

Du soutien familial à l'investissement productif, la Diaspora a fait un grand bond en avant.

Par ailleurs, les investissements directs issus de la Diaspora s'élèvent à 300 milliards FCFA par an, comme l'a révélé le ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur.

« Environ 18 % des investissements privés enregistrés récemment au Sénégal viennent d'un apport direct de la Diaspora », confie Cheikh Niang. Et d'estimer qu'on pourrait même aller au-delà. « Ce chiffre de 18%, soutient-il, est même assez faible. Si la Diaspora disposait de données beaucoup plus fiables et connaissait mieux les mécanismes par lesquels on pourrait participer à ces investissements-là, ça pourrait aller mieux. C'est cette logique qui nous a d'ailleurs amenés à lancer les Diasporas bonds ».

Le mot est lâché : Diaspora bonds ! Trois opérations ont été lancées jusque-là, toutes marquées par la participation massive des Sénégalais de l'extérieur. Notamment le troisième Appel Public à l'Épargne (APE). Lancé avec un objectif initial de 300 milliards FCFA, il



a finalement mobilisé 450 milliards, soit 150 % de taux de couverture.

Mais, ce n'est pas tout. Il y a, à présent, un changement de paradigme qui fait de la Diaspora un acteur majeur du financement de notre économie.

En témoignent, plusieurs modèles d'investissements productifs très réussis que nous devons à certains de nos compatriotes de la Diaspora. Revenue des Etats-Unis où elle fut femme de ménage, Souadou Niang est rentrée au bercaïl avec un projet d'hôtel de luxe qu'elle a fini de réaliser. De même, après avoir travaillé comme serveur et chauffeur de taxi aux États-Unis, Serigne Amar s'est lancé dans l'aviculture et dirige aujourd'hui une entreprise qui produit pas moins de 2 millions de poussins et 60.000 poulets par mois et, surtout, qui emploie 200 permanents. Quant à Harouna Dia, il fait partie du gotha du secteur privé qui s'est engagé dans le projet West African Energy pour la construction d'une Centrale électrique à gaz de 300 MW, financée à hauteur de 200 milliards FCFA par des Sénégalais. Grâce à ses biens acquis au Gabon, Abdoulaye Sally Sall, pour sa part, est à la tête d'une chaîne hôtelière dans la région de Matam.

Autant dire que le Premier ministre Ousmane Sonko a parfaitement raison de considérer que « la Diaspora est notre or financier. Elle est patriote, économiquement solide et mérite de devenir un acteur central du financement de notre souveraineté économique ».

En tout cas, du soutien familial à l'investissement productif, elle a assurément fait un grand bond en avant. ●

L'image du mois



En marge de sa participation au 7^e Sommet Union européenne – Union africaine, le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a rencontré la communauté sénégalaise établie en Angola.

A cette occasion, le Chef de l'État a rappelé la place centrale de la diaspora dans les priorités nationales.

EDITO

Si loin, si proches

P 3

EN COUVERTURE

P 6-17

JOURNÉE NATIONALE DE LA DIASPORA

La Nation reconnaissante

CHEIKH NIANG, MINISTRE

«La diaspora joue quelque part un rôle diplomatique»

AMADOU CHÉRIF DIOUF SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Le migrant devenu patron des émigrés

REPRÉSENTATION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les Sénégalais de l'extérieur au cœur de l'hémicycle

GOUVERNEMENT

La Diaspora bien représentée

LE DOSSIER

P 18-55

LA DIASPORA DANS L'ELECTORAT

Une influence déterminante

El Hadji Abdou Karim Cissé, Directeur des Sénégalais de l'Extérieur

«L'option, c'est de mettre davantage le focus sur le Sénégalais de l'extérieur»

LE MAG

P 56-64

LA DIASPORA ENTRE MUSIQUE, CINÉMA...

L'art de vendre la culture sénégalaise

Société nationale Agence de presse sénégalaise

Adresse

Maison de la Presse
Rue 5 x Corniche Ouest - Médina (Dakar)

Directeur Général

Momar DIONG

Directeur de l'Information et des Contenus

Boubacar KANTE

Coordonnateur

Ousmane Ibrahima DIA

Chef Département Actualités

Mouhamed Tidiane NDIAYE

Comité de Rédaction

Mansoura FALL-Alioune DIOUF
Mandiaye THIOBANE - Amath KANE
-Hawa BOUSSO - Cheikh Moussa SARR
- Aboubacar Demba CISSOKHO-Fatima
DIENG -Djiby SENE - Abou NDIAYE -
Amadou THIAM

Photographes

Dieylany SEYDI
Pape Demba GUEYE

Montage-Infographie

Alwaly GUEYE
Ansou DIAOUNÉ

Directrice Commerciale et Marketing

Yaye Fatou NDIAYE
Contact : 77 280 95 95

Impression

La Rochette

FONDS DIASPORA DER/FJ

Le Président de la République Son Excellence **M. Bassirou Diomaye Diakhar Faye** ambitionne de faire de la diaspora un acteur central de l'Agenda national de transformation **Sénégal 2050** en orientant ses ressources vers des investissements productifs et créateurs de valeur. Cette vision est concrétisée par le Gouvernement, sous la direction du Premier ministre, **M. Ousmane Sonko**.



La **DER/FJ**, à travers son **Fonds Diaspora** donne aux Sénégalais de l'extérieur les moyens de créer, d'innover et de revenir construire dans leur pays. Ce dispositif d'accompagnement constitue un levier pour sécuriser le retour, faciliter l'entrepreneuriat et transformer les ambitions de la diaspora sénégalaise en réussites.

CIBLES

- Sénégalais de la diaspora porteurs de projets structurants
- Sénégalais de la diaspora ayant un projet de retour
- Migrants de retour

CHIFFRES CLÉS

1,667
milliard FCFA
mobilisés

142
projets
financés

18
pays
de résidence

PROGRESSION

2022 → **287** millions FCFA
2023 → **378** millions FCFA
2024 → **860** millions FCFA
2025 → **142** millions FCFA

PROJETS FINANCÉS EN 2024 ET 2025

Agriculture - Élevage - Pêche / Aquaculture

60 projets - 612,5 millions FCFA

Services - Transformation

17 projets - 292,5 millions FCFA

Tourisme - Artisanat

7 projets - 65 millions FCFA

PERSPECTIVES

2 milliards FCFA par an
pour intensifier la mobilisation
de la diaspora et sa contribution
à la transformation de notre
économie



Le Président Bassirou Diomaye Faye lors d'une rencontre avec des Sénégalais de l'Extérieur.

JOURNEE NATIONALE DE LA DIASPORA

La Nation reconnaissante

C'est ce mercredi, 17 décembre 2025, que le Sénégal honore sa Diaspora à travers une cérémonie officielle présidée par le Chef de l'Etat, en présence du Premier ministre et de son Gouvernement au Centre International de Conférences Abdou Diouf de Diamniadio (CICAD). APS Magazine retrace le long processus qui a abouti à l'instauration de cette journée.

Une idée «née» aux Emirats Arabes Unis

L'institution de la Journée de la Diaspora est la concrétisation d'une volonté sans cesse affirmée du

Président de la République. C'est en décembre 2024 que Bassirou Diomaye Diakhar Faye avait émis pour la première fois cette idée, en marge d'une visite aux Émirats Arabes Unis. A la suite d'une rencontre d'échanges avec les Sénégalais résidant dans ce pays

du Golfe, il avait alors annoncé que le gouvernement travaillait à l'instauration d'une Journée Nationale de la Diaspora.

En mai 2025, lors d'une réunion du Conseil des ministres, il confirma que la première édition de la

Journée Nationale de la Diaspora se tiendra à Dakar, pour reconnaître "l'importance primordiale" qu'il accorde à "nos compatriotes vivant à l'étranger". L'évènement, justifiait le Chef de l'État, sera l'occasion de "valoriser" et de "capitaliser" toutes les initiatives de ces Sénégalais de l'extérieur "dans la consolidation d'un Sénégal souverain, juste, prospère et arrimé aux valeurs fortes de solidarité, d'inclusion et d'unité nationale".

Une Journée instituée par décret

En mi-juillet dernier, un autre pas décisif a été franchi dans la reconnaissance de la contribution des Sénégalais de l'extérieur. En effet, le gouvernement adopta en Conseil des ministres plusieurs textes législatifs et réglementaires dont un projet de décret instituant la Journée Nationale de la Diaspora sénégalaise "en guise de reconnaissance de la nation sénégalaise".

Le Président Faye estime, en effet, que cette communauté de compatriotes vivant à l'étranger, considérée comme la 15e région du Sénégal, a un "impact économique significatif, à travers notamment les transferts financiers" et reste "activement impliquée dans les initiatives de développement local, l'innovation, le transfert de compétences et la promotion des valeurs culturelles".

H. KANE



PARTICIPATION À LA JOURNÉE NATIONALE DE LA DIASPORA

«Au moins 1000 Sénégalais de l'extérieur attendus»

A travers la Journée Nationale de la Diaspora, célébrée ce 17 décembre 2025, le gouvernement du Sénégal veut d'abord "rendre fiers" ces Sénégalais de l'extérieur. Un programme riche sera au menu de cette journée qui sera présidée par le Chef de l'État. Selon le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, à la date du 27 novembre, 217 émigrés ont confirmé leur participation et ont décidé de payer eux-mêmes

leurs billets. "Je pense que nous aurons au moins 1000 Sénégalais de l'extérieur à Diamniadio", dicit Amadou Chérif Diouf. Différents profils, diverses catégories socio-professionnelles (étudiants, universitaires, associations, etc.) s'exprimeront devant le Président de la République. A noter que l'État s'est aussi activé pour convoyer certains émigrés résidant dans la sous-région, notamment la Mauritanie, le Mali, la Guinée et la Gambie.

Quatre Prix pour honorer les Sénégalais de l'extérieur

La Journée Nationale de la Diaspora sera aussi l'occasion d'honorer des Sénégalais de l'extérieur qui se sont distingués dans leur domaine d'expertise. Quatre prix sont prévus. La catégorie "Retour et réintégration" pour ceux qui ont pris le risque de laisser leur vie à l'étranger et ont réussi leur retour. La catégorie "Leadership communautaire" récompensera des associations ou des Sénégalais de l'extérieur pour leurs initiatives communautaires dans leurs localités et qui ont un impact dans leurs communautés. L'objectif est de susciter un effet d'émulation. La catégorie "Diaspora-Femme-Impact" entend primer une femme qui fait la différence, quel que soit son domaine d'activité. Enfin, le "Prix spécial du Président de la République" va honorer une personne ayant marqué son terroir, son pays avec un rayonnement international.

EN COUVRE



CHEIKH NIANG, MINISTRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE, DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

«La diaspora joue quelque part un rôle diplomatique»

Le ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur estime que la Journée Nationale de la Diaspora (JND) est la preuve que cette communauté est « au cœur » de l'action publique. Dans cet entretien avec l'APS, Cheikh Niang considère que ces Sénégalais de l'extérieur jouent, à travers leur apport au développement du pays et leur comportement, un « rôle diplomatique ».

Le Chef de l'État a décidé de consacrer le 17 décembre Journée Nationale de la Diaspora. Quelle signification donneriez-vous à cette décision ?

La Journée Nationale de la Diaspora s'inscrit dans cette volonté affirmée du Président de la République, Bassirou Diomaye Diakhara Faye, de mettre les Sénégalais de l'extérieur au cœur de l'action publique. Et depuis qu'il a pris cette décision d'organiser la Journée Nationale de la Diaspora prévue le 17 décembre 2025, le gouvernement, sous la direction du Premier

ministre Ousmane Sonko, s'est immédiatement mis à l'ouvrage. Et c'est dans ce cadre qu'il ne se passe pas une semaine sans que le ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur ne mène des actions, des concertations et ne noue des contacts pour que cette Journée se passe de la meilleure façon possible.



Je voudrais, à ce sujet, saluer le dynamisme du Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, Amadou Chérif Diouf, qui ne ménage aucun effort pour poser tous les jalons attendus pour que cette Journée connaisse un franc succès. Et cette décision du Chef de l'État, pour moi, traduit une reconnaissance nationale envers une communauté stratégique, la Diaspora, qui a beaucoup fait et qui continue de beaucoup faire pour le Sénégal. En 2023, les Sénégalais de l'extérieur ont transféré environ 2400 milliards FCFA, soit plus de 10 % du PIB, un montant qui est supérieur aux investissements directs étrangers et à l'aide

publique au développement. Donc, cette Journée va chercher à valoriser le rôle économique de la Diaspora, à saluer son apport social et culturel, mais aussi à montrer que la Diaspora joue quelque part un rôle diplomatique, car elle contribue à forger, à polir l'image du Sénégal dans le monde. C'est donc un signal fort qui inscrit la Diaspora comme le quatrième pilier du développement national aux côtés de trois autres secteurs : l'État, le secteur privé et les partenaires stratégiques.

Pour avoir travaillé dans plusieurs pays des différents continents, que pouvez-vous nous dire des Sénégalais de l'extérieur ?

J'ai eu la chance d'avoir fait pratiquement tous les continents, l'Amérique, l'Afrique, l'Asie, peut-être pas l'Europe- mais on peut l'assimiler un peu aux États-Unis, à l'Occident. Mais ce que j'ai noté dans le comportement des Sénégalais à l'étranger, c'est au moins trois réalités majeures : une intégration réussie, une présence entrepreneuriale très forte et

un attachement profond au terroir et au Sénégal. Pour l'intégration réussie, 70% des Sénégalais sont actifs dans des secteurs divers, des secteurs stratégiques de développement, tels que le transport, le bâtiment, le commerce et les services. Aux États-Unis, par exemple, où j'ai vécu assez longtemps, on retrouve les Sénégalais dans pratiquement tous les secteurs,

La Diaspora se caractérise par trois choses : une intégration réussie dans les pays d'accueil, une présence entrepreneuriale très forte et un attachement profond au Sénégal

de l'enseignement supérieur au commerce, en passant par le numérique, la finance, la restauration.

Existe-t-il aujourd'hui des données fiables et actualisées sur le nombre de Sénégalais à travers le monde ?

Les statistiques sont difficiles à établir, on ne peut avoir que des estimations sur la base des données que nous avons, non seulement dans nos représentations diplomatiques consulaires, mais aussi d'organismes tels que l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et d'autres organisations. D'après les estimations qui sont actuellement à notre disposition, la Diaspora sénégalaise est évaluée entre 2,8 et 3,2 millions de personnes. Mais comme je l'ai dit, il y a un effort à faire pour fiabiliser ces données. Pour ce faire, le ministère a lancé des chantiers comme la digitalisation complète des registres consulaires que nous allons faire. Nous sommes aussi en train de constituer un registre unifié des Sénégalais de l'extérieur. Ensuite, nous pensons organiser une intégration progressive des systèmes d'état civil consulaire au registre national.

Il y a une forte tendance aussi au retour au pays pour investir. Qu'est-ce que l'État fait pour accompagner ces Sénégalais ?

Tout à fait, on note de plus en plus, dans la diaspora, une volonté très affirmée de nos compatriotes de revenir. Et la plupart d'entre eux veulent investir. Souvent, ce qui fait défaut, c'est qu'ils ne savent pas

par où passer. Souvent, c'est l'information qui fait défaut et je pense que nous avons un effort à faire à ce niveau-là. Environ

18 % des investissements privés que nous avons enregistrés au Sénégal récemment viennent d'un apport direct de la Diaspora. Nous estimons que ce chiffre de 18% est assez faible et que si la Diaspora disposait de données beaucoup plus fiables et connaissait aussi un peu les mécanismes par lesquels on pourrait participer à ces investissements-là, ça pourrait aller mieux. Je pense que c'est cette logique qui nous a amené à lancer les Diasporas bonds. Mais aussi, nous devons penser à d'autres formules. Il n'y a pas longtemps, j'étais au Maroc, j'ai aussi été aux États-Unis et j'ai discuté avec nos compatriotes qui y sont représentés et j'ai fortement recommandé la création de Chambres de commerce qui permettraient de guider nos compatriotes à l'étranger, pour leur montrer les voies et moyens par lesquels ils peuvent mieux investir. Je pense aussi qu'avec l'idée de création d'un guichet, le Diaspora Invest, il serait aussi bon qu'on essaie de voir comment on peut

Les investissements directs issus de la Diaspora sont de 300 milliards FCFA par an

créer, susciter des incitations fiscales, comment on peut faciliter l'accès à des structures comme la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et Jeunes (DER/FJ), le Fonds

de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) ou encore l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX). A chaque fois que je vais à l'étranger, je vois des Sénégalais qui ont des projets d'investissement. Récemment, quand j'étais en Angola, j'ai ramené des projets que je devrais transmettre à l'APIX. On doit aussi tout faire pour créer des partenariats, mais aussi faciliter l'accès au foncier, non seulement agricole mais aussi au foncier industriel, faire en sorte que les délais de création d'entreprises soient ramenés vraiment en un temps court, en tout cas à un maximum de 48 heures. Ça ne doit pas s'appliquer seulement aux émigrés, mais à tout le monde.

A vous entendre, il ne faut pas seulement se contenter des envois d'argent des émigrés?

Envoyer de l'argent, c'est utile, mais on peut être beaucoup plus utile dans le domaine de la santé, de l'ingénierie, du numérique, de la formation, de l'énergie. On a dans tous les domaines des compétences avérées et reconnues. Il faut maintenant voir comment les récupérer et comment organiser un programme avec un accompagnement au retour, et même leur permettre, s'ils veulent revenir définitivement, de s'établir et de partager leur savoir et leur savoir-faire. Je pense que c'est quelque chose que nous devons prendre en compte.

Vous faites allusion sûrement à des programmes d'accompagnement comme « Jariñ sa réew » annoncé par le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur ?

Absolument ! C'est un exemple concret où très rapidement des résultats peuvent être partagés sans difficulté. Mais de façon générale, on a un potentiel qui n'est pas encore bien exploité. Par exemple, on sait déjà ce que les migrants font dans le domaine des transferts. Les investissements aussi sont importants, mais on peut encore mieux faire. Par exemple, les investissements directs issus de la Diaspora sont environ de 300 milliards FCFA par an. On peut faire plus. On a aussi un potentiel d'environ 1200 associations de Sénégalais à travers le monde. Et n'oubliez pas non plus la Diaspora académique. Actuellement, il a été répertorié environ 500 enseignants-chercheurs sénégalais de très haut niveau dans la Diaspora. Donc, ce qui reste à faire, c'est de canaliser ces associations.

Hamath KANE & Pape Demba GUEYE (photos)





Fondé sur la Confiance Numérique



Avec plus de 25 ans au service de l'identité et de la souveraineté numérique, Synapsys, filiale du groupe CDC, est un acteur de référence dans les systèmes d'identification biométrique, la protection des identités et les infrastructures IT stratégiques.

Depuis plus de deux décennies, l'entreprise accompagne les gouvernements, les institutions publiques, les opérateurs critiques et les grands comptes dans la mise en oeuvre de solutions biométriques et numériques répondant aux enjeux de souveraineté, de sécurité et d'efficacité opérationnelle.

Synapsys poursuit des objectifs clairs : sécuriser l'identité des citoyens, moderniser les services publics, renforcer la souveraineté numérique du Sénégal et faciliter l'accès aux services administratifs, notamment pour la diaspora.

La signature de la convention entre Madame Yacine Fall, ancienne Ministre des Affaires étrangères, et la CDC pour la mise en place des cartes consulaires biométriques illustre cette dynamique. Elle offre à la diaspora un dispositif fiable, sécurisé et conforme aux normes internationales. À travers ces solutions innovantes.

Synapsys confirme son rôle de partenaire stratégique de l'État et démontre que le numérique est un instrument essentiel de confiance, d'inclusion et de souveraineté.



À l'occasion de la Journée de la Diaspora, Synapsys réaffirme son engagement : moderniser les services publics, renforcer le lien entre le Sénégal et ses communautés à travers le monde, et faciliter leurs démarches administratives.



Vision stratégique : un numérique au service de tous

"Synapsys porte une vision claire pour l'avenir : un Sénégal où le numérique sécurise l'identité de chaque citoyen, rapproche la diaspora de son pays et renforce la souveraineté digitale nationale. Notre devoir est de faciliter l'accès aux services et de valoriser chaque personne, où qu'elle se trouve. La technologie n'est pas une fin en soi, mais un levier pour connecter, protéger et bâtir la confiance, afin que la diaspora participe pleinement au développement du Sénégal."

Zack Diop, Directeur Général, Synapsys Conseils SA



AMADOU CHÉRIF DIOUF, SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

Le migrant devenu patron des émigrés

Amadou Chérif Diouf, 50 ans, est manifestement l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Ancien émigré et éminence grise dans l'équipe en charge des finances de PASTEF, il a tous les pré requis pour gérer convenablement tout ce qui a trait aux Sénégalais de l'extérieur.

Vêtu d'un ensemble africain blanc, il surgit en toute simplicité d'un couloir du 15^e étage de l'immeuble Fahd. Le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, Amadou Chérif Diouf, reçoit, chaleureux et décontracté, l'équipe de l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) dans son vaste bureau, mais modeste. On est le vendredi 28 novembre, date de passage du Premier Ousmane

Sonko à l'Assemblée nationale pour les Questions d'actualité au Gouvernement. Mais, aucun signe de fatigue. Rien n'indique que le Secrétaire d'État aux Sénégalais de l'Extérieur vient de passer près de quatre heures à l'hémicycle. Un tableau noir imposant, sur lequel est inscrit : "Jub, Jubal, Jubbanti", trône derrière. On dirait son ...tableau de bord. Le fils de Mbellacadio, une commune située

dans le chaud Sine, qui s'est déjà acclimaté à la neige, mais surtout à la rigueur canadienne, voudrait apparemment être blanc comme neige quand viendra le moment de rendre compte. Après tout, Amadou Chérif Diouf a adhéré au projet et au message vertueux de PASTEF grâce au discours de son leader. "Je me suis toujours intéressé à la politique, sans jamais militer dans un parti

”, précise-t-il d’emblée. Mais peut-être aussi que sa passion pour la vie associative y est pour quelque chose. Et pour cause. De 2004 à 2006, il est le Secrétaire général de l’Association des Sénégalais de Birmingham, dont il était l’un des membres fondateurs. Déjà en 2000, confie-t-il, j’étais parmi les étudiants qui étaient allés chercher Abdoulaye Wade, chez lui au Point E, pour un discours à l’Université. “C’est ce jour-là qu’il a promis une machine à faire du mafé”, se souvient-il, amusé, mais convaincu que c’était aussi un appel à rêver plus grand. En 2012, Amadou Chérif Diouf mise sur une révélation, Ibrahima Fall, au premier tour, puis sur Macky Sall au second, parcourant “près de 500 km, à l’aller comme au retour, entre Québec et Ottawa” pour une alternative au régime de Wade.

Sa rencontre avec Sonko

C’est Djamil Sané, actuel maire des Parcelles Assainies, qui l’a convaincu de rejoindre PASTEF en 2014. “Finalement, j’étais séduit par le discours d’Ousmane Sonko, celui que je voulais entendre : la reddition des comptes notamment”, souligne-t-il. Une rencontre avec Sonko, son aîné d’un an, en décembre 2015, scellera cette relation adhésive avec PASTEF.

Le Secrétaire d’État chargé des Sénégalais de l’Extérieur se retrouve parfaitement dans le destin de son leader, Ousmane Sonko, natif de Khombole, dans le département de Thiès (ouest), de mère sœur du Sine et de père diola de la Casamance (sud). “(...) Je suis, par essence, un “condensé” national, ce qui me met au-delà des contingences partisans de nature ethnique ou géographique...”, a même écrit le leader de PASTEF dans son livre “Solutions pour un Sénégal nouveau”, paru en 2018. Suffisant pour que Amadou Chérif Diouf voit un

“parallélisme” entre la vie de Sonko et la sienne.

“Je peux dire aussi que je viens de partout au Sénégal. Je suis né à Ziguinchor, de mère casamançaise et de père sœur fatickois”, raconte M. Diouf. Fièrement. Passionnément. Sa voix murmurante révèle une timidité qui se lit dans son sourire furtif et son rire discret. “Je suis un peu timide quelque part”, admettait-il dans un entretien avec Le Soleil Digital en fin 2024. Un ami à lui, préférant garder l’anonymat, voit en « Chérif » un homme « positif » et « prévenant ». « C’est quelqu’un qui est généreux et fidèle en amitié. Chaque fois qu’il vous regarde, il pose ces questions : “Tu vas bien ? Tu te sens bien ? Et puis, Dieu a fait qu’il a cette fibre patriotique. C’est pour cela qu’on l’aime beaucoup », confie cet ami.

Un exemple de migrant de retour

L’élève Diouf a fait son cycle primaire à Tivaouane, son

secondaire à Dakar et ses études supérieures à l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Son pater, enseignant de son état, l’a beaucoup inspiré. Il décroche sa maîtrise en Sciences économiques, option gestion, à l’UCAD, exerce six mois dans la Fonction publique comme cadre de gestion à la Direction des établissements de santé, puis s’en va pour l’Angleterre. Comprenez qu’il greffe, par moments, des envolées d’anglophile, dans son argumentaire, sans doute nostalgique de Birmingham et du Canada.

Amadou Chérif Diouf est titulaire d’un Diplôme d’Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en Gestion des personnes dans le milieu du travail obtenu à l’Université du Québec à Rimouski. La vie lui sourit avec son recrutement par le groupe financier Desjardins comme conseiller en finances, puis conseiller en investissement et retraite. A 40 ans, l’homme qui a soufflé ses 50 bougies le 23 octobre dernier s’y installe avec sa famille et dispose, en prime, d’une

maison. Bref, la réussite professionnelle est au rendez-vous pour l’émigré qui a toujours souhaité son retour au Sénégal. Sauf que “Monsieur Diaspora”, qui tourne machinalement un stylo entre ses doigts, tel un tic, a décidé de relever d’autres défis. “Je n’ai pas peur de l’aventure”, déclare-t-il, estimant que le “vrai bonheur” est dans la fierté de retourner à ses origines de Mbellacadio et d’y mener des actions sociales. En tout cas, ses proches collaborateurs mentionnent son « leadership ». « Il a cette volonté de faire avancer les choses, qui fait que, comme il a l’habitude de le dire, personne n’est laissée derrière. Et ça, c’est un discours et une pratique chez lui », souligne l’un d’eux, relevant également sa « capacité d’écoute » et



sa « sincérité dans la façon de voir les choses ».

L'argentier de PASTEF

C'est le Canada qui a été le premier pays gagné par PASTEF, lors des élections législatives de 2017, les premières d'Ousmane Sonko, même si la coalition Ndawi Askan Wi/Alternative du peuple avait perdu la circonscription Amérique et Océanie dont Amadou Chérif Diouf était le candidat. Au nom du "don de soi pour la patrie", la devise des Pastéfiens, il démissionne de son poste en février 2022, deux ans avant l'élection présidentielle au Sénégal, pour se consacrer à ses activités politiques en sa qualité de Coordonnateur de PASTEF Canada. Le Secrétaire national aux finances du parti est la tête pensante du financement participatif avec des initiatives de levée de fonds comme "Bokk Na" et "Nemmeeku Tour" qu'il a menées de main de maître. Chérif, pour les intimes, est le stratège de la mobilisation des fonds du parti, provoquant la colère de l'ancien ministre de l'Intérieur, Antoine Diome, qui avait brandi la menace de dissolution de PASTEF.

Bassirou Diomaye Diakhar Faye et Ousmane Sonko avaient, sans doute, la certitude de tenir leur ministre de la Diaspora avant même la formation du premier gouvernement, en avril 2024. Figurant parmi les premiers sur la "liste noire" des Pastéfiens recherchés par le régime de Macky Sall, il rentre au Sénégal après l'adoption de la loi d'amnistie dans un contexte où les deux prisonniers, Diomaye et Sonko, avaient besoin d'argent pour rattraper les jours de campagne perdus. "L'argentier de PASTEF", comme le surnomment ses camarades de parti, fêtera la victoire au soir du 24 mars à l'hôtel Azalaï, quartier général de son candidat. Le nom de Chérif Diouf était en lui-même un CV tant il a été l'un des artisans de la victoire du candidat de PASTEF. A ceux qui estimaient qu'il méritait mieux que le Cabinet de Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, il répond : "Même si c'est petit, je vais justement le rendre grand".

Hamath KANE

RECENSEMENT DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

La fiabilité des données en question

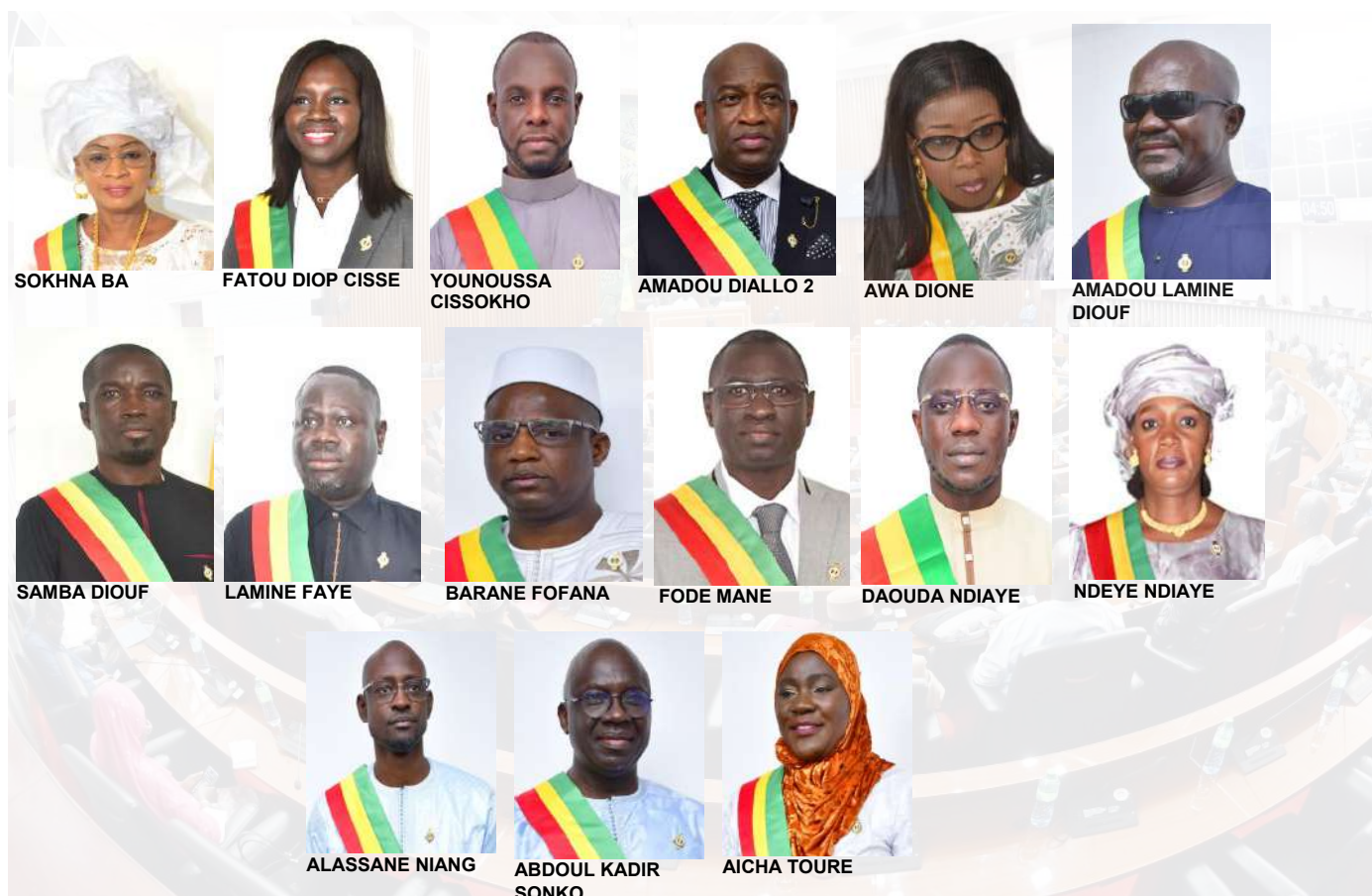
Beaucoup de chiffres sur les migrations sénégalaises circulent. Mais leur fiabilité reste encore à confirmer. Aussi, les nouvelles autorités ont-elles fait du recensement des Sénégalais de l'extérieur une urgence fondamentale. Car ce sont aussi des données démographiques qui impactent les politiques de développement et la gestion du phénomène de la migration en particulier. "Les chiffres vont dans tous les sens. Je ne peux pas vous dire aujourd'hui quels sont les bons chiffres, et je trouve que ce n'est pas sérieux", admet le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur dans un entretien avec l'APS. Amadou Chérif Diouf confie que l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a informé le Premier ministre, pour sa Déclaration de politique générale, que les Sénégalais de l'extérieur avoisinent les 700.000. Or, fait-il remarquer, rien qu'en France, on dit que les Sénégalais font près d'un million. Au Maroc, ils seraient 250.000 et en Côte d'Ivoire 500.000.

Un projet de recensement des Sénégalais de l'extérieur en gestation

Le rapport "Migration au Sénégal : profil migratoire" de l'ANSD & l'OIM (Organisation

Internationale pour les Migrations), publié en 2018, indique qu'au Sénégal, l'ensemble des analyses consacrées aux migrations soulignent la difficulté majeure liée aux "lacunes" dans la collecte et la production de données migratoires permettant d'appréhender correctement la réalité migratoire. "Les données disponibles sont parcellaires et n'offrent pas de possibilités d'analyse à la fois complète, fine et détaillée. Compte tenu de ces insuffisances, il est difficile d'observer l'évolution du phénomène migratoire dans le temps et dans l'espace", relève le document. Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) admet aussi que les systèmes statistiques dans les pays d'origine sont généralement "mal équipés" pour entreprendre cet exercice d'observation, invitant à construire un "système d'information directement à partir de sources de données des pays de destination". C'est pour pallier ces manquements que, sur instructions du Premier ministre, Ousmane Sonko, le projet de recensement des Sénégalais de l'extérieur a été initié. Le processus va démarrer dans les meilleurs délais avec une forte implication de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

H. KANE



REPRESENTATION A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Les Sénégalais de l'extérieur au cœur de l'hémicycle

En matière de représentation nationale, l'importance accordée à la diaspora est telle qu'elle constitue la deuxième région, derrière Dakar, en termes de nombre de sièges de députés élus au scrutin majoritaire.

Compte tenu de son important poids démographique et de son impact économique significatif, à travers notamment les transferts de fonds, la diaspora est devenue incontournable dans l'espace politique. Une réalité sérieusement prise en compte par les pouvoirs publics qui ont entrepris de l'impliquer directement dans les instances de prise de décision telles que l'Assemblée nationale et le Gouvernement.

Dès son accession à la magistrature suprême, Me Abdoulaye Wade avait décidé de marquer le coup en octroyant un siège de député à la diaspora. C'est ainsi qu'au sein de la nouvelle Assemblée nationale issue des élections législatives de mai 2001, figurait un « député des Sénégalais de l'extérieur » en la personne de Amadou Ciré Sall, un responsable du Parti démocratique Sénégalais (PDS) résidant en France. Toutefois, il n'a pas été élu à l'époque directement par la diaspora, mais sur la liste nationale.

Ce procédé était de rigueur pendant trois législatures avant que le régime du Président Macky Sall n'opère une véritable révolution à la faveur d'une loi constitutionnelle instituant l'élection de quinze députés pour la diaspora. En effet, à la faveur de la révision constitutionnelle votée par référendum le 20 mars 2016, le nombre de députés passe de 150 à 165, dont 15 pour les Sénégalais de l'extérieur. La loi a été adoptée le 2 janvier 2017 par l'Assemblée nationale.

Quand la Diaspora talonne la région de Dakar

Pour la première fois dans l'histoire politique du pays, les Sénégalais de l'extérieur disposaient désormais de 15 représentants à l'Assemblée, à l'issue des Législatives du 30 juillet 2017, talonnant ainsi de près la populeuse région de Dakar qui caracole en tête avec ses 18 sièges de députés. Sur ces quinze nouveaux parlementaires, les 12 appartiennent à la coalition Benno Bokk Yakaar (majorité parlementaire). Les trois autres parlementaires sont issus de la liste Wallu (Pds et alliés) et représentent l'Europe du Sud. Aux élections législatives du 31 juillet 2022, Benno Bokk Yakaar, coalition au pouvoir, subit un cinglant revers face à l'intercoalition Yewwi-Wallu qui rafle 10 des 15 sièges parlementaires dévolus à la diaspora. PASTEF, le PDS et leurs alliés remportent l'Europe du Sud, l'Afrique Australe, l'Afrique du Nord, l'Amérique et l'Océanie, l'Asie et le Moyen-Orient, ainsi que l'Europe de l'Ouest, du Centre et du Nord. Quant à BBY, elle ne s'impose en juillet 2022 qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique du centre.

PASTEF, dont le leader Ousmane Sonko avait décidé d'aller seul aux législatives du 17 novembre 2024, n'a pas fait dans la dentelle à l'heure du bilan. Sa liste effectua une véritable razzia en Afrique Australe, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Amérique-Océanie, Asie Moyen-Orient. Europe de l'Ouest, du Centre et du Nord et Europe du Sud, avec 13 députés.

Les deux autres parlementaires de la diaspora pour cette quinzième législature proviennent de la liste Takku Wallu Sénégal (constituée principalement de l'Apr et du Pds). Ils représentent l'Afrique du Centre. Outre leur importance numérique, les députés des Sénégalais de l'extérieur jouent un rôle de premier plan au sein de l'institution parlementaire. Et pour cause, un des leurs, en l'occurrence Aïcha Touré, est membre du bureau et occupe le poste très stratégique de premier questeur.

Par Hawa BOUSSO

EXPERTISE DE LA DIASPORA

« Jariñ Sa Réew », un retour sur investissement des compétences

Dans le cadre de la contribution de l'expertise des Sénégalais de la Diaspora, le gouvernement du Sénégal a lancé le projet « Jariñ Sa Réew (Servir son pays) », le 20 novembre dernier.

Le projet « Jariñ sa réew » est une initiative du ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères, et des Sénégalais de l'extérieur, en collaboration avec l'Académie Nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (ANSTS). Dans le cadre de ce programme de mobilisation des ressources humaines, l'ANSTS est chargée de sélectionner des Sénégalais de la Diaspora sur la base de leur expertise dans des domaines spécifiques, afin qu'ils viennent bénévolement se mettre au service de leur pays pour une période bien déterminée. Dans le cadre de la phase pilote, les domaines de la santé et de l'enseignement supérieur ont été choisis.

Le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur estime, en effet, que « les Sénégalais établis à l'étranger ont du savoir et de l'expérience qui, utilisés comme il se doit, pourraient accélérer notre marche engagée vers le progrès ». C'est dans cet esprit, ajoute Amadou Chérif Diouf, que « le projet Jariñ sa réew' a été pensé, avec la mise en place de divers instruments et mécanismes de formalisation de la contribution de notre diaspora au développement du Sénégal ».

« L'idée, explique-t-il, c'est de permettre, par exemple, à un

chirurgien vivant en Californie, de venir opérer des patients et de retourner dans son pays d'accueil ». Il informe avoir reçu une correspondance d'une association d'ingénieurs sénégalais se trouvant au Canada qui disent être intéressés par le projet « Jariñ sa réew ».

Selon M. Diouf, ils sont nombreux dans la Diaspora, avec de l'expertise, à vouloir revenir et travailler pour leur pays. « Peut-être pas définitivement, pour certains, qui ne peuvent pas revenir. Mais leur rêve, c'est de pouvoir contribuer au développement de leur pays », a-t-il insisté. Au-delà de « Jariñ sa réew », Amadou Chérif Diouf souligne qu'il s'agit là d'une vision claire des autorités d'inciter les retraités, notamment, à partager leurs compétences. « Dans ces pays développés, ce système existe. Des retraités sont tout le temps en train de travailler de manière volontaire pour le pays. À mon avis, le Sénégal a besoin de ce système-là. Et à travers Jariñ sa réew, l'idée est, dans le moyen-long terme, de faire en sorte que les gens voient ce que nous faisons et qu'on puisse intéresser le plus grand nombre de Sénégalais ».

M. FALL

GOUVERNEMENT

La Diaspora bien représentée

Outre l'Assemblée nationale, les nouvelles autorités ont décidé de renforcer la présence des Sénégalais de l'extérieur dans les cercles de décision, notamment le gouvernement.

En témoignent les fonctions nominatives dévolues à des compatriotes issus de la diaspora dont certains ont même intégré le Gouvernement. Il s'agit, notamment de Alioune Sall, Amadou Chérif Diouf et Marie Rose Faye.

Alioune Sall

Il occupe le poste de ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique. Ingénieur en télécommunications, Alioune Sall a longtemps vécu en France où il a effectué ses études avant de démarrer sa carrière au sein de SFR (Société française de radiotéléphonie). En Hexagone, il a beaucoup contribué à la massification rapide du parti Pastef, tapant ainsi dans l'œil du chef de file des patriotes, Ousmane Sonko. C'est donc sans surprise qu'il est investi sur la liste de la coalition Yewwi Askan Wi lors des élections législatives de 2022 et élu député pour le compte de l'Europe de



l'Ouest, du Nord et du Centre. Le Secrétaire d'Etat aux Sénégalais de l'extérieur est aussi une des personnalités emblématiques de la diaspora.

Amadou Chérif Diouf



Il a quitté le Sénégal en 2007 pour le Canada où il vivait avec sa famille, après un bref passage en Angleterre. Pour rappel, lors des législatives de 2017, il a été investi candidat de la coalition Ndawi Askan Wi dans le département des Amériques et l'Océanie. Laquelle coalition avait pour tête de liste Ousmane Sonko.

Marie Rose Faye

Bien qu'elle soit rentrée au Sénégal avant la Présidentielle de 2024, l'actuelle secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye, vient aussi de la diaspora. Coordinatrice du Mouvement des



cadres de PASTEF (MONCAP) de Bordeaux, en France, par son « leadership remarquable », elle rentre au Sénégal et se fait connaître par ses convictions fortes et ses idées progressistes sur les plateaux de télé au plus fort des tensions politiques entre 2021 et 2024.

Son engagement patriotique lui vaut la confiance de Ousmane Sonko qui le coopte dans son cabinet politique de PASTEF. Petit à petit, Marie Rose Faye prend des galons et devient conseillère municipale à la ville de Dakar à l'issue des Locales de 2022. A la faveur de la troisième alternance politique, elle est promue Directrice générale de l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises du Sénégal (ADEPME). Mme Faye est spécialiste en management des ressources humaines (RH) et l'accompagnement des entreprises en développement, en stratégie RH et gestion des talents. A l'aise dans ses prises de parole, elle prendra un cran avec sa nomination comme porte-parole du gouvernement.

Hawa BOUSSO

LA DIASPORA DANS L'ELECTORAT

Une influence déterminante

Considérée comme la quinzième région du Sénégal, la Diaspora, bien que représentant moins de 5% de l'électorat, est tout de même créditée d'une influence électorale très significative.



A lors qu'elle ne représente « que » 5% de l'électorat, la diaspora n'en joue pas moins un rôle déterminant en matière électorale. Pour preuve, la première alternance politique ayant consacré la victoire de Me Abdoulaye Wade en 2000, après vingt-six ans d'opposition. Après de multiples revers électoraux face au régime socialiste de Léopold Sédar Senghor, puis d'Abdou Diouf, le chantre du Sopi (changement, en langue wolof) s'était retranché, pendant plus d'une année, à Versailles (France) où il prépara sa candidature et affina sa campagne avant d'aller à nouveau à l'assaut de la citadelle socialiste. Cibl

les Sénégalais de l'extérieur, plus particulièrement ceux de France, il s'appuya sur les foyers de migrants en Île-de-France comme centres de relais pour ses militants. Résultat : il renforça d'abord son influence politique à l'étranger avant de rejoindre le Sénégal pour triompher finalement d'Abdou Diouf à l'issue de sa fameuse « marche bleue ».

La Diaspora « enrôlée » par le Code électoral de 1992

Les émigrés, autorisés à voter à la faveur du nouveau Code électoral de 1992, épousent sa théorie du changement et usent de leur influence auprès de leurs

parents restés au pays, pour le triomphe du leader du Parti Démocratique Sénégalais (PDS). Grâce à l'influence des émigrés sénégalais, Me Wade fait une percée remarquable dans les zones rurales, historiquement favorables au Parti Socialiste (PS) et remporte ainsi haut la main la Présidentielle de 2000 au second tour. Cette victoire historique, acquise par l'emblématique Secrétaire général du PDS, est également celle des Sénégalais de l'extérieur qui, le plus souvent, votent majoritairement pour l'opposition. A l'image des grandes métropoles (Dakar et Thiès) réputées pour leurs velléités contestataires, la diaspora se sert souvent de son



La Diaspora mobilisée, comme ici, à chaque scrutin

statut de pourvoyeuse de devises pour influencer le vote de familles résidant au Sénégal.

Après avoir bouclé deux mandats à la tête de l'État, Me Abdoulaye Wade voit son régime emporté, en 2012, par la bourrasque marron-beige d'un certain Macky Sall. Ce dernier, dès sa descente aux enfers née de sa brouille au sommet de l'État avec son ancien père putatif, est adopté et soutenu par les richissimes hommes d'affaires sénégalais ayant fait fortune à l'étranger. Parmi eux, on peut citer le milliardaire Harouna Dia établi au Burkina Faso, Abdoulaye Sally Sall vivant au Gabon ou encore l'opérateur économique Kalidou Wagué, résidant au Congo.

Sa candidature pour le fauteuil de Président de la République est soutenue et promue par une bonne frange des Sénégalais de l'extérieur, établis en Afrique ou dans les grandes métropoles européennes. Lesquels n'ont pas lésiné sur les consignes de vote en faveur du candidat de la coalition Benno Bokk Yakaar (BBY), tout en déployant une gigantesque force de frappe financière. N'est-ce pas que l'argent est le nerf de la guerre !

A cela, s'ajoutent des campagnes menées dans les zones de forte concentration comme l'Ile-de-France pour appeler à voter Macky Sall. La recette se révèle payante comme à l'accoutumée, puisque le président sortant (Wade) finira par mordre la poussière face à son principal challenger de l'opposition.

2019, la Diaspora migre vers PASTEF

A la Présidentielle de 2019, Macky Sall, qui était à la quête d'un second mandat, a réussi à s'imposer. Seulement, il n'a pas pu compter sur la diaspora qui a jeté son dévolu sur Ousmane Sonko. C'est le début de l'idylle politique entre les Sénégalais de l'extérieur et le leader du parti Les Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Ethique et la Fraternité (PASTEF-les Patriotes). Cette flamme de l'amour s'est ravivée lors des élections législatives de 2022, puisque l'intercoalition Yewwi-Wallu, amenée par le fringant PASTEF, rafla 10 des 15 sièges de députés dévolus à la Diaspora.

La formation dirigée par Ousmane Sonko va poursuivre sa dynamique victorieuse dans la Diaspora lors

de la Présidentielle du 24 mars 2024 et des Législatives du 17 novembre de la même année. Son candidat Bassirou Diomaye Diakharr Faye ne laisse aucune chance à ses adversaires, balayant tout sur son passage, de l'Amérique du Nord à l'Asie-Moyen Orient, en passant par l'Europe, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Afrique Australe.

Huit mois plus tard bis repetita. Ousmane Sonko, tête de file de la liste PASTEF aux élections législatives du 17 novembre 2024, opère une véritable razzia dans la diaspora où son parti jouit d'une grande popularité. Sa liste s'adjuge treize des quinze sièges parlementaires en jeu.

Compte tenu de son influence significative lors des élections, la Diaspora est aujourd'hui très courtisée par les hommes politiques qui nourrissent de grandes ambitions. Elle a bâti son influence grâce aux importants fonds qu'elle envoie au pays, représentant une part importante de l'économie nationale.

Hawa BOUSSO

EL HADJI ABDOU KARIM CISSÉ, DIRECTEUR DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

«L'option, c'est de mettre davantage le focus sur le Sénégalais de l'extérieur»

D'une Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (DGASE), on est arrivé aujourd'hui à la Direction des Sénégalais de l'Extérieur (DES), en passant par la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur (DGSE). Une nouvelle option qui veut mettre le Sénégalais de la Diaspora au centre de ce nouveau dispositif pour lui permettre de jouer un rôle plus déterminant.



«Si, avant, on parlait du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, aujourd'hui, il est désormais question de ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur». A en croire El Hadji Abdou Karim Cissé, Directeur des

Sénégalais de l'Extérieur, cela veut dire que les nouvelles autorités sont dans une dynamique d'intégration africaine avec tout ce qu'il y a comme coopération, relations bilatérales entre les pays, mais aussi et surtout l'intégration des peuples avec un rôle prépondérant joué par les Sénégalais de l'extérieur. Avec ses nombreuses divisions, la Direction des Sénégalais de

l'Extérieur sert de bras technique au sein du ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur. Ce qui pousse M. Cissé à dire que l'option, c'est de mettre davantage le focus sur les Sénégalais de l'extérieur. «Ce qui est fondamental, c'est que les autorités comptent beaucoup sur les Sénégalais de l'extérieur», affirme-t-il. Il illustre cette nouvelle

orientation par l'institution d'une Journée Nationale de la Diaspora, le lancement d'un Appel Public à l'Épargne (APE) pour 300 milliards FCFA attendus, impliquant la diaspora, la présence notable des Sénégalais de l'extérieur au sein du gouvernement, dans l'administration centrale et au Parlement. "Tous ces signaux forts montrent à suffisance que la Diaspora est considérée comme un levier important sur lequel, les nouveaux dirigeants vont appuyer pour atteindre les objectifs visés dans la Stratégie Nationale de Développement", estime M. Cissé.

«Accompagner la Diaspora à mieux investir»

Selon lui, les autorités veulent aller encore plus loin. "Par exemple, pour les transferts de fonds, le Sénégal fait partie des pays qui reçoivent le plus de transferts. En 2022, près de 1600 milliards FCFA, en 2023 plus de 1800 et 2200 milliards en 2024. Ça ne fait que progresser parce que le Sénégalais de la Diaspora se soucie de sa famille, de sa communauté et



du Sénégal", note El Hadji Abdou Karim Cissé. Mais, puisque les transferts, pour l'essentiel, étaient orientés dans la consommation ou autres, "il s'agit maintenant de pousser, de convaincre, d'accompagner, parce que c'est de l'argent privé", ajoute-t-il.

"Il faut accompagner ces Sénégalais à mieux comprendre qu'en investissant, ils peuvent gagner plus et mieux impacter. C'est pourquoi nous avons mis en place des dispositifs. Le travail autour du Guichet unique de la Diaspora et autres initiatives du genre vont permettre de faciliter et d'orienter ces transferts de fonds vers des investissements productifs. Ce sont des investissements qui peuvent aboutir à la création d'entreprises dans les régions", informe-t-il. Ces entreprises, ajoute-t-il, "vont créer un peu plus d'économie territoriale, avec comme conséquence moins d'exode rural, moins de migrations irrégulières".

Pour tout cela, "il est important de consolider cet écosystème. Parce que le Sénégalais de la Diaspora s'est senti toujours floué en voulant acheter un terrain ou construire un logement", estime le Directeur des Sénégalais de l'Extérieur.

Mandiaye THIOBANE

DIASPORA DU SÉNÉGAL

Huit départements pour la 15^e région

A l'Union Africaine (UA), on parle de la Diaspora comme de la 6^e région. Au Sénégal, on compte 14 régions administratives et la Diaspora est considérée comme la 15^e. Et à l'image des autres régions, la Diaspora est découpée en 8 départements : Afrique de l'Ouest,

Afrique du Nord, Afrique du Centre, Afrique australe, Europe du Nord, de l'Ouest et du Centre, Europe du Sud, Amérique et Océanie, Asie et Moyen-Orient. Lors des Législatives, l'Administration travaille sur la base de ces 8 circonscriptions pour déterminer le nombre de députés de la Diaspora à élire.

Ainsi, l'Europe se retrouve avec 6 sièges, l'Amérique un siège, l'Asie un siège, tandis que l'Afrique se taille la part du lion avec 7 sièges, ce qui fait un total de 15 députés. Tout est déterminé en fonction de la présence des compatriotes dans les différentes zones.

M. THIOBANE



DR HAMIDOU DIA,
CHERCHEUR À L'IRD,
SPÉCIALISTE DES MIGRATIONS ET DES
QUESTIONS ÉDUCATIVES

« Je plaide pour un grand ministère des Sénégalais de l'extérieur »

Chercheur titulaire à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), les thèmes de recherche de Docteur Hamidou Dia portent, entre autres, sur les diasporas sénégalaises, l'économie domestique transnationale et les migrations internationales. Entretien avec ce chercheur émérite qu'on pourrait surnommer «Monsieur Migrations».

Quelle appréciation faites-vous de la décision des autorités de faire du 17 décembre de chaque année la Journée Nationale de la Diaspora ?

C'est une décision opportune qui renforce la reconnaissance des "Sénégalais de l'extérieur" ou de la "Diaspora". Depuis le début des années 1980, les pouvoirs publics du pays intègrent la question des migrants dans leurs projets nationaux. La "Journée Nationale de la Diaspora" se présente donc comme une étape supplémentaire dans ce processus continu de mise en valeur des émigrés. Il sera alors possible d'aller au-delà des transferts d'argent dont le volume annuel tournerait autour de 10 % du PIB national et qui sont, par conséquent, importants. Le Sénégal peut davantage faire connaissance avec sa "Diaspora" et ses différentes facettes,



BNDE
BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SA

LA BNDE SERA CHEZ VOUS :

Bientôt une nouvelle
plateforme digitale
complète pour toutes
vos opérations.

OUVERTURE DE COMPTE SANS FRAIS

CARTE PREPAYEE

PLAN D'EPARGNE LOGEMENT

CREDIT IMMOBILIER

SPONSOR
OFFICIEL

JOURNÉE
NATIONALE
DE LA
Diaspora



ENSEMBLE, ENTREPRENDRE L'AVENIR

f @ X in @BNDESENEGAL



et vice-versa, parce que le pays change, évolue et se transforme de manière rapide et profonde. Certainement, les réflexions vont se poursuivre pour trouver le meilleur cadre pour cela, mais cette "Journée Nationale de la Diaspora" pourrait être un jalon vers la définition de ce format idéal. Le Premier ministre Ousmane Sonko propose la création d'une Haute Autorité de la Diaspora qui n'est pas encore officiellement configurée. Il appartient à toutes et à tous de se saisir de cette base de réflexion en tirant les leçons des initiatives passées, des instances comme le Conseil supérieur des Sénégalais de l'Extérieur ou encore le Haut Conseil des Sénégalais de l'Extérieur. Pour ma part, je plaide pour un retour à un grand ministère qui fédère toutes les structures éparpillées entre différents départements sous le modèle du ministère des "Infrastructures" dans la nouvelle architecture gouvernementale.

Qu'entendez-vous par "les diasporas" ?

Ce sont principalement les regroupements devenus aujourd'hui associations pour la plupart, créés par des Sénégalais et leurs descendants établis dans plusieurs pays et continents, et qui développent des liens multiformes entre ces espaces et sites : familiaux, économiques, culturels, religieux, sportifs, touristiques, voire diplomatiques... Ces organisations peuvent fonctionner sur une base nationale, régionale, départementale, communale, villageoise, ou tout autre type d'appartenance (communautaire, confessionnelle, professionnelle).

*Le Sénégal peut
davantage faire
connaissance
avec sa
«Diaspora»*

Que peut-on comprendre de la notion de "dynamiques multi-situées d'une économie de transfert", objet de votre thèse ?

Je me suis intéressé à cette notion dans le cadre de ma thèse soutenue en 2009, mais je n'ai pas abandonné le questionnement à ce sujet, à la faveur d'autres terrains de recherche connexes. Les "villages multi-situés" que j'ai étudiés fonctionnent essentiellement sur la base des ressources des migrants : financières, relationnelles, éducatives, expertes, professionnelles, matérielles et humaines qui concernent tous les sites constitutifs de ces scènes sociales.

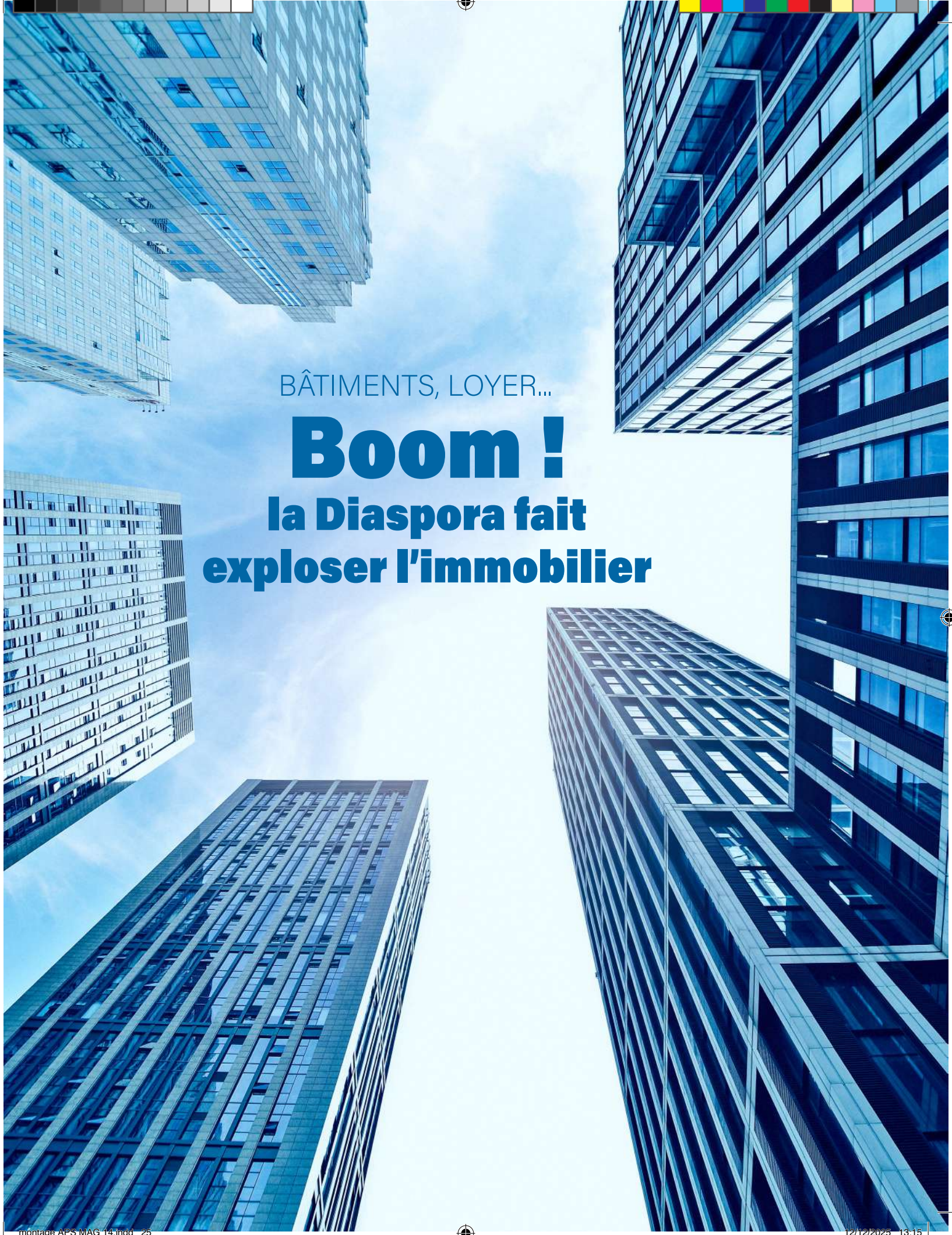
Ce sont ces ressources qui permettent aux familles de se loger, de se nourrir, de se soigner

et de s'investir dans la vie communautaire. Ce sont également ces ressources qui sont à la base de la production de services et biens publics liés à l'hydraulique, à la santé, à l'agriculture, à l'élevage. Dans les versants urbains de ces villages multi-situés, ils permettent par exemple l'investissement dans l'immobilier, l'accueil et l'hébergement de certains segments de la parenté en provenance des sites ruraux ou de retour de l'étranger. Et, sur les territoires internationaux, elles servent de soupape de sécurité, de réconfort, de soutien en cas de coups durs, mais aussi de réseaux d'insertion et d'intégration.

Vous vous êtes également intéressé aux investissements des diasporas de la Vallée du Fleuve Sénégal. Pourquoi un focus sur cette zone du nord ?

C'est au détour d'un cheminement intellectuel et scientifique. J'étudiais les mobilités des étudiants africains en France. En m'intéressant aux configurations familiales d'appartenance, je me suis rendu compte que contrairement à l'image élitaire que l'on avait des migrations académiques, de nombreux étudiants rencontrés provenaient de familles populaires et s'inscrivaient dans cette économie multi-située de transferts, parce qu'ils étaient des soutiens de famille, et qu'ils trouvaient des opportunités de s'engager vite dans le monde de la production. C'est de cette manière que j'ai décidé une étude à rebours, en partant de la région où j'ai vu le jour, ce qu'on appelle le Fouta sénégalais.

Hamath KANE



BÂTIMENTS, LOYER...

Boom !

la Diaspora fait exploser l'immobilier

Les bâtiments poussent comme des champignons à Dakar et dans les autres régions du pays. Et, pour la plupart, c'est le fait d'émigrés qui construisent leur avenir.

La 15ème région du Sénégal – la Diaspora – est en passe de devenir le poumon économique du pays. Chaque année, des milliards de francs CFA transitent de l'Europe, de l'Amérique et d'Afrique vers le Sénégal. Si une partie sert à la consommation courante des familles, une part importante est injectée dans la pierre. Les raisons sont multiples et s'enracinent dans des réalités à la fois économiques, sociales et affectives du pays. Dans un contexte de fluctuation des devises et de recherche de placements sûrs, l'immobilier est perçu comme une valeur refuge, un "bas de laine" concret et durable.

Bétonner l'ancrage social et familial

Pour de nombreux membres de la Diaspora, construire "au pays" est la matérialisation du projet de retour. C'est un ancrage physique et symbolique dans la terre natale. En termes de diversification des revenus, l'achat de logements locatifs ou de locaux commerciaux génère des revenus complémentaires et constitue une assurance pour l'avenir. Il y a également le statut social à renforcer par le fait de posséder une maison au Sénégal, un marqueur de réussite sociale qui répond souvent à une pression familiale ou communautaire.

Les pôles d'attraction de l'immobilier

Si Dakar et sa banlieue (Parcelles Assainies, Pikine, Guédiawaye) restent les pôles d'attraction principaux, le boom immobilier dessine une nouvelle géographie. La presqu'île du Cap-Vert (Dakar, Almadies, Ouakam) reste la cible privilégiée pour les investissements haut de gamme et les résidences secondaires. De nouveaux pôles comme Diamniadio, ville administrative et économique émergente, attirent aussi les investisseurs pour leurs opportunités commerciales et résidentielles. Touba, ville sainte, connaît également une expansion immobilière constante, portée par la ferveur religieuse et les projets communautaires. La côte touristique (Mbour, Saly, Popenguine, Pointe Sarène) est prisée pour la construction de villas et de complexes résidentiels, souvent destinés à la location saisonnière ou à la retraite.

Mansoura FALL

ARNAQUE, CORRUPTION...

Le calvaire de la Diaspora



Toutefois, derrière les façades neuves, se cache une réalité plus sombre. Investir à distance comporte des risques considérables, et plusieurs émigrés en font les frais. L'arnaque au titre foncier est le fléau le plus répandu. Des terrains sont vendus plusieurs fois, parfois par des individus n'en ayant pas la propriété légale. Des faux titres de propriété, difficiles à vérifier depuis l'étranger, sont produits avec une fausse officialité. Ibrahima S., installé en France depuis 20 ans, témoigne : "J'ai payé la totalité d'un terrain à Diamniadio. En venant visiter mon chantier, j'ai découvert qu'un autre mur était déjà en construction. Le même vendeur nous avait dupés, une autre famille et moi. Nous sommes en procès depuis trois ans". La collusion entre certains promoteurs peu scrupuleux et des fonctionnaires complices complique les démarches. Des dossiers "bloqués" peuvent être "débloqués" moyennant des pots-de-vin, une pratique à laquelle des Sénégalais de la Diaspora, éloignés du terrain, sont particulièrement vulnérables.

La mauvaise exécution des travaux révèle aussi un autre inconfort pour la Diaspora. En effet, confier la construction à un maître d'œuvre ou à un membre de la famille sans contrat clair ni suivi rigoureux peut mener à des désastres : utilisation de matériaux de mauvaise qualité, dépassement de budget, retard dans les délais, voire abandon pur et simple du chantier après encaissement des fonds.

"Mon oncle a détourné l'argent que je lui avais envoyé"

Dans de nombreux cas, l'intermédiaire sur place est un proche. Lorsque les choses tournent mal, le préjudice financier est doublé d'une profonde trahison et d'un déchirement familial. Moustapha B., un Sénégalais vivant aux États-Unis depuis 30 ans, a coupé les liens familiaux avec son oncle. "Je ne lui parle plus depuis 5 ans, car il a détourné tout l'argent que je lui avais envoyé pour la construction d'une villa à Sacré-Cœur. J'ai décidé désormais de me déplacer moi-même jusqu'au Sénégal pour mes projets immobiliers. Je ne fais confiance à personne, et ça me coûte plus d'argent".



PROJET D'ACCÈS À L'HABITAT POUR LES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

Des Cités Diaspora dans les huit pôles territoires

Nos compatriotes vivant à l'étranger font trop souvent l'objet d'arnaques lorsqu'ils souhaitent acquérir un terrain ou un bien immobilier au Sénégal. Avec son collègue Momath Talla Ndao, Secrétaire d'État chargé du Logement, Amadou Chérif Diouf, Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, travaille à l'élaboration du Projet d'accès à l'Habitat pour les Sénégalais de l'extérieur. L'idée, à travers ce document stratégique conforme à l'Agenda Sénégal 2050, est de créer des Cités diaspora dans les huit pôles territoires pour nos compatriotes résidant à l'étranger. Les Cabinets du Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur et du Logement, grâce à des actions concertées, s'emploieront ainsi à valoriser le potentiel de chaque pôle territoire et, pour reprendre le président de la République, Bassirou Diomaye Diakhane Faye, à « sortir le Sénégal de son modèle territorial déséquilibré et de la macrocéphalie de Dakar ». Dans ce projet, il est prévu de collaborer avec des structures de l'État comme la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM), la Société immobilière du Cap-Vert (SICAP SA), mais aussi la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à travers sa filiale CDC Habitat. En outre, les sociétés privées du secteur seront sollicitées afin de prendre en charge la demande diversifiée de notre diaspora en matière d'habitat.

La Maison de la Diaspora, une autre réponse aux tracasseries

Les associations de la Diaspora et les consulats multiplient les ateliers d'information sur les procédures légales et les pièges à éviter. Le recours à des notaires, des avocats spécialisés et des promoteurs certifiés, bien que représentant un coût supplémentaire, reste la meilleure parade contre les arnaques. L'émergence de sites et d'agences immobilières spécialisés dans l'accompagnement de la Diaspora est un signe encourageant. C'est le cas de la Maison de la Diaspora, une société qui s'investit dans la gestion et le traitement des affaires à la demande des Sénégalais de l'extérieur. Son Directeur général, Mame Youssou Diop, explique que la structure basée à Dakar a été créée en 2022 pour représenter les Sénégalais de la Diaspora dans les procédures immobilières mais aussi judiciaires. « J'ai vécu à l'étranger pendant plus de 15 ans et j'ai moi-même subi quelques tracasseries dans de nombreuses démarches que j'avais entamées au Sénégal. Une problématique que je partage avec beaucoup de mes compatriotes, il fallait donc trouver une solution », explique-t-il. Aujourd'hui, la Maison de la Diaspora reçoit des centaines de dossiers provenant des Sénégalais de l'extérieur, expliquant ainsi la forte demande.

Barham Thiam, consultant en développement international et en migrations, par ailleurs Président directeur général du cabinet de conseil, JB Monde au Sénégal, confirme les abus de confiance auxquels de nombreux Sénégalais de la diaspora sont confrontés dans le foncier. Mais, pour lui, il faudrait « éradiquer » le caractère informel de la gestion du foncier au Sénégal pour arriver à solutionner la problématique. « Il faudrait aussi que l'État puisse harmoniser le Registre national du foncier pour y intégrer les délibérations qui constituent les problèmes majeurs des arnaques au foncier avec la complicité de certains agents municipaux ou passer directement aux baux devant l'impossibilité d'avoir directement des titres fonciers », relève-t-il. M. Thiam a notamment souligné la mauvaise gestion de l'information qui explique la perte de confiance de beaucoup de Sénégalais de l'extérieur envers les acteurs de l'immobilier ; d'où, selon lui, la nécessité de former et accréditer les intermédiaires.





Le Secrétaire d'Etat Amadou Cherif Diouf lors d'une rencontre avec les responsables de la BNDE, partenaire de son Département.

BANQUE DE LA DIASPORA

Pour que chacun y trouve son compte !

La Banque de la Diaspora va bientôt voir le jour. Ce sera une plateforme digitale affiliée à la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) destinée à capter les ressources des Sénégalais de l'extérieur.

Le Sénégal a lancé, en 2024, le processus de création d'une néo-banque innovante dédiée à la Diaspora. Cette initiative est le fruit d'un partenariat entre la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE), une institution financière détenue à 95 % par l'État du Sénégal, et Kopar Express, une fintech créée par de jeunes compatriotes issus de la Diaspora. La cérémonie de signature de cette Convention avait été présidée par le Secrétaire d'Etat chargé des Sénégalais de l'Extérieur. Cette banque, qui sera bientôt opérationnelle, devrait marquer un tournant décisif pour la participation des Sénégalais de l'extérieur au développement du pays. L'objectif est de leur faciliter l'accès aux services financiers, tout en stimulant les investissements vers leur pays d'origine. Cette

plateforme 100 % digitale permettra à la diaspora d'ouvrir un compte à distance, de gérer leurs finances via smartphone et d'effectuer des transferts d'argent à moindre coût. La Banque de la Diaspora représente également une réelle opportunité pour capter et mieux canaliser les ressources financières des émigrés vers des projets de développement locaux.

La Banque de la Diaspora attend le quitus de la BCEAO

Cependant, sa finalisation traine encore. « La BNDE n'attend qu'une petite signature de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) depuis six mois. Nous ne comprenons toujours pas cette lenteur, parce que nous

avons tout ce qu'il faut », regrette le Secrétaire d'Etat chargé des Sénégalais de l'Extérieur, Amadou Cherif Diouf, dans un entretien avec l'APS. Son rêve, c'est de lancer cette Banque de la Diaspora ce 17 décembre 2025 à l'occasion de la Journée nationale de la Diaspora. A défaut, il est prévu la présentation de l'application lors de cette journée. « Ce partenariat que nous avons avec la BNDE va permettre à tous les Sénégalais de l'extérieur, où qu'ils soient dans le monde, d'ouvrir chacun un compte en ligne et d'avoir un compte en euro et un autre en FCFA », ajoute-t-il. D'après lui, cette plateforme va aussi faciliter les souscriptions aux APE (Appels Public à l'Epargne) et au financement des grands projets de l'État. Autant dire un instrument capital qui vient à son heure.

Mansoura FALL

Diaspora bond, le grand bond en avant

Le gouvernement a décidé de solliciter davantage la Diaspora pour le financement endogène de l'économie. Ce mécanisme, appelé Diaspora bond, vient en appoint aux recettes fiscales et aux financements classiques qui ne suffisent plus pour réaliser des projets structurants.

Le Sénégal a décidé de recourir au financement endogène de son économie. Une option des nouvelles autorités qui s'inscrit dans la Vision Sénégal 2050 adossée sur la souveraineté nationale. Et pour cette mobilisation des ressources, le gouvernement a misé sur une meilleure implication des Sénégalais de l'extérieur dont les transferts à coup de milliards étaient destinés jusque-là à la consommation.

Il s'agit désormais, pour l'exécutif, de changer de paradigme et d'approche en réorientant ces envois ou épargnes des émigrés dans leurs pays d'accueil vers le financement du développement. L'État entend aussi solliciter régulièrement le financement participatif de la Diaspora dans un contexte de tensions sur les finances publiques et du financement du Plan de Redressement Economique et Social (PRES).

La Diaspora répond à l'appel du pays

Trois opérations ont été lancées jusque-là qui ont toutes répondu aux attentes des autorités. Particulièrement, la troisième opération d'Appel Public à l'Épargne (APE) dont le « succès » a été salué par le ministère des Finances et du Budget. Et pour cause, pour un objectif initial de 300 milliards FCFA à mobiliser, l'État s'est retrouvé avec 450 milliards, soit 150 % de taux de couverture. « Au-delà de la



mobilisation importante des investisseurs institutionnels, cette troisième opération revêt un cachet particulier avec l'implication de la Diaspora sénégalaise installée dans plus de 45 pays, aux côtés d'investisseurs résidents et sous-régionaux », selon le ministère des Finances et du Budget.

Le déclic de Milan

Le Premier ministre avait déjà préparé le terrain. Il avait, en effet, choisi de présenter le PRES aux Sénégalais de l'extérieur à Milan, en Italie, le 13 septembre 2025. A cette occasion, il avait lancé un appel pressant à la Diaspora. « Le Sénégal est confronté à des besoins budgétaires importants. Aujourd'hui, l'État veut innover pour trouver davantage de ressources afin de remplir ses obligations. Et nous comptons sur vous, la Diaspora », avait déclaré Ousmane Sonko. Visiblement, son appel a été entendu.

Mansoura FALL

LE BOOM DES TRANSFERTS D'ARGENT

2211 milliards FCFA en 2024, plus que l'aide publique au développement

Les transferts de fonds des expatriés atteignent des niveaux records, confirmant leur rôle vital dans l'économie sénégalaise. Les derniers chiffres de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur les envois de la Diaspora sont à ce titre très éloquentes. Le montant des transferts financiers effectués par les Sénégalais de l'extérieur estimé en 2023 à 1600 milliards FCFA a bondi pour atteindre 2211 milliards FCFA en 2024, ce qui représente environ 12 % du Produit Intérieur Brut (PIB) national, selon des données de la BCEAO. Ces sommes, en augmentation constante, représentent désormais une source de devises supérieure à l'aide publique au développement et rivalisent avec certains secteurs d'exportation traditionnels.

« Cette Diaspora est notre or financier. Elle est patriote, économiquement solide et mérite de devenir un acteur central du financement de notre souveraineté économique », a d'ailleurs déclaré, et à juste titre, le Premier ministre Ousmane Sonko lors d'une Conférence de presse.

M. FALL

FINANCEMENT DE GRANDS PROJETS PAR LA DIASPORA

Le financement du Grand barrage de la Renaissance en Ethiopie comme modèle

La Diaspora sénégalaise peut aller plus loin que ses transferts et ses bonds en devenant un acteur et actionnaire majeur dans le financement des grands projets de l'État. C'est en cela que la contribution de la Diaspora éthiopienne au montage du Grand barrage de la renaissance éthiopienne (GERD), inauguré en septembre 2025 après plus d'une décennie de construction, est une source d'inspiration.

Le plus grand projet hydroélectrique du continent avec 5150 mégawatts d'électricité a été financé principalement par des sources nationales avec près de 91 % du coût couvert par les banques d'État et des obligations publiques, des contributions salariales et des dons de citoyens et de la Diaspora.

Les Éthiopiens de l'extérieur ont investi plus de 56 millions de dollars (près de 37 milliards FCFA) dans le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Grand Renaissance (6450 MW). Ce financement a été fait à travers la cession, depuis le lancement du projet en 2011, de plus de 2 millions de Bonds de trésors et dénote de la volonté du gouvernement éthiopien d'intégrer ses ressortissants à l'étranger dans son processus de développement. En partant de ce modèle, beaucoup de pays émergents, notamment en Afrique et en Asie, étudient ou lancent des diasporas bonds pour financer les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les infrastructures, en s'appuyant sur des communautés expatriées importantes et financièrement solides.



Les avantages du Diaspora bond

A court terme, pour l'État du Sénégal, le Diaspora bond est une source de financement immédiate, en devises fortes, pour alléger la pression sur la dette publique et stabiliser le déficit. Cela pourrait éviter un recours plus coûteux aux marchés financiers internationaux. Le gouvernement pourra ainsi emprunter à un taux inférieur à celui du marché, car il parie sur le patriotisme économique de sa Diaspora, prête à accepter une rémunération légèrement moins élevée en échange de la contribution au développement du pays.

L'afflux de devises renforcerait les réserves de la BCEAO, un indicateur clé pour la stabilité macroéconomique de la zone UEMOA. Les Diasporas bonds permettent, en outre, une stabilisation du financement avec la création d'une base d'investisseurs stables et fidèles, moins sensibles aux aléas des marchés que les investisseurs institutionnels étrangers. Autre avantage : sous la pression de ces « actionnaires-citoyens », l'État pourrait être contraint à une plus grande rigueur et transparence dans l'utilisation des fonds levés.

MOBILISATION DES RESSOURCES DES ÉMIGRÉS

Des experts relativisent

Toutefois, d'après des experts comme Samir Bouzidi, "dans le cas du Sénégal et contrairement au Nigéria, ce sera très compliqué de satisfaire aux exigences des autorités financières prudentielles en France (1er pays d'accueil de la Diaspora), en Italie et en Espagne, réfractaires par principe aux véhicules de mobilisation de l'épargne publique pour un pays hors UE et en l'occurrence africain".

L'expert international en mobilisation des Diasporas africaines mise sur un "capital-confiance crucial à consolider". En outre, parmi les défis, d'autres experts soulignent que si le mécanisme devient une facilité, il pourrait retarder les réformes fiscales structurelles nécessaires pour élargir l'assiette fiscale interne. Le pays resterait alors dépendant de ses expatriés.

M. FALL

FONGIP, DER, FAISE, APIX, ADEPME...

Les leviers et garanties de financement de la Diaspora

La dimension diaspora est, à chaque fois, intégrée dans les politiques publiques. Ce qui se traduit par les appuis financiers ou techniques de la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ), du Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP), du Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE), de l'Agence de Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux (APIX), de l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME), de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ou encore du Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT) pour la formation-réinsertion.

FONGIP : un garant des investissements de la Diaspora



Ndèye Fatou MBODJI, Administrateur Général du FONGIP

Le FOGARISE : la garantie de l'accès au financement bancaire des émigrés

Le Fonds de Garantie pour l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FOGARISE) est un sous-fonds du Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP). C'est un partage de risque avec les institutions financières pour faciliter l'accès au financement bancaire des Sénégalais de l'extérieur. Il intervient dans des secteurs d'activités comme l'énergie renouvelable, l'élevage,

l'immobilier, l'agriculture, les industries, les infrastructures, le textile, l'artisanat, les télécommunications, le tourisme. Sont éligibles au FOGARISE, les personnes remplissant les critères suivants : être dirigeant d'une entité formalisée au Sénégal ; avoir un projet évoluant essentiellement dans l'un des secteurs éligibles au FONGIP ; fournir la documentation juridique de l'entreprise (statuts, RCCM, NINEA, CNI des actionnaires personnes physiques) ; produire les états financiers des trois derniers exercices ; avoir un business plan ; disposer des factures pro formats pour les investissements.

FOGALOG : la garantie de l'accès au logement social des émigrés

Le Fonds de Garantie pour l'Acquisition de Logements (FOGALOG) dépend également du FONGIP. Il s'agit d'un partage de risque avec les institutions financières pour faciliter l'accès aux crédits immobiliers. Ce fonds intervient en faveur de l'accès au logement social pour les personnes à revenus modestes et/ou irréguliers et les logements économiques destinés aux Sénégalais de l'extérieur. Il est opérationnalisé à travers trois guichets : Guichet des personnes à revenus irréguliers, guichet des personnes à revenus modestes et guichet des Sénégalais de l'extérieur. Pour avoir accès au FOGALOG, le Sénégalais de l'extérieur doit, entre autres, être primo accédant, autrement dit ne pas être propriétaire d'un logement à usage d'habitation dans la région où il envisage d'acquérir le logement ; être sélectionné par le ministère en charge du logement dans le cadre du nouveau programme de logements ; disposer d'une carte consulaire valide, fournir des justificatifs de revenus.



*Khouraiichi Thiam,
Administrateur du FAISE*

FAISE : 9400 projets financés pour près de 10 milliards FCFA

Le Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE) constitue un instrument financier du ministère de

l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MIAAESE). Il a pour mission de promouvoir l'investissement productif des Sénégalais de la Diaspora. Il a donc pour vocation de contribuer à l'atteinte des objectifs globaux

du Département. Le FAISE dispose en son sein de deux lignes de financement :

Le Fonds des Sénégalais de l'Extérieur (FSE) dont l'objectif est d'accompagner nos compatriotes vivant à l'étranger à mettre en œuvre leur projet dans la localité de leur choix, sur tout le territoire national. De sa création au 31 décembre 2024, 941 projets de Sénégalais de l'extérieur ont pu bénéficier du FSE pour une enveloppe globale de 4 milliards 425 millions FCFA ;

Le Financement des Femmes de la Diaspora (FFD) a pour mission de valoriser l'entrepreneuriat des Sénégalaises dans leur lieu de résidence. Ce fonds a financé, de sa création au 31 décembre 2024, 8459 projets dans 42 pays du monde pour un montant total de 5 milliards 297 millions 686 FCFA. En harmonie avec les attentes et objectifs stratégiques de sa tutelle, la vision du FAISE est de faire du Fonds le principal levier de promotion des investissements des Sénégalais de l'extérieur, par l'accompagnement technique et financier des porteurs de projet de développement.

DER/FJ : 71 projets, 860 millions FCFA au profit de la Diaspora

Une cérémonie de remise symbolique des financements s'est déroulée le 30 décembre 2024 sous la présidence du Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, Amadou Chérif Diouf, et de Madame Aïssatou Mbodj, la Déléguée générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ). Au total, 71 projets allant de l'agriculture aux services, en passant par l'élevage, l'artisanat, la pêche et le tourisme ont été financés à hauteur de 860 millions FCFA. C'est plus que les financements de 2022 (287 millions FCFA) et 2023 (378 millions FCFA) cumulés. Globalement, 17 pays en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie ont été touchés. Le Fonds Diaspora de la DER/FJ a pour objectifs de « mobiliser les compétences des Sénégalais de la diaspora au service du développement local », d'« encourager leur investissement au Sénégal, notamment dans les localités d'origine » et « soutenir la réinsertion des Sénégalais de retour au pays ou souhaitant revenir ».



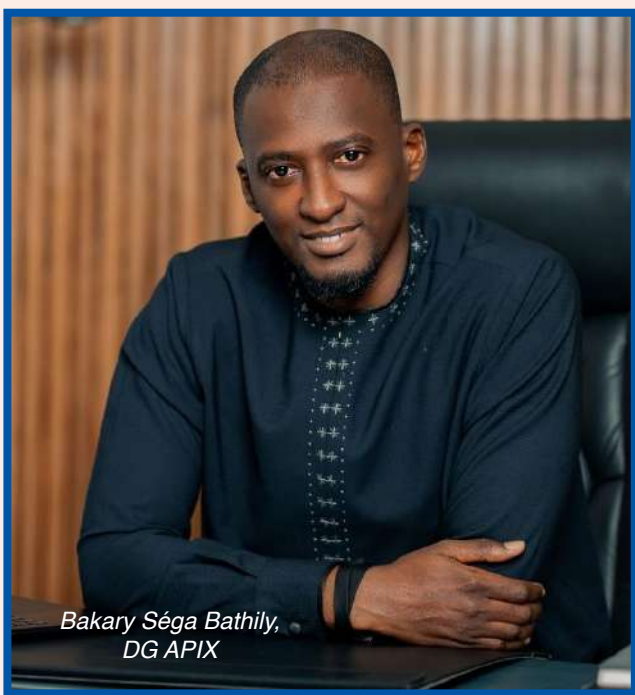
*Dr Aïssatou
Mbodj, Déléguée
générale de la
DER/FJ*

ADEPME : L'accompagnement de la Diaspora par le PAISD

Dans le cadre de l'accompagnement des projets de la Diaspora, l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) est chargée des composantes 2 et 3 de la phase III du Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD), cofinancé par l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement (AFD) et l'État du Sénégal. L'ADEPME se chargera donc de « l'accompagnement des investissements productifs, individuels et collectifs de la Diaspora », mais aussi du « renforcement de l'offre de services financiers à la clientèle Diaspora et l'amélioration de son accessibilité », indique le site de l'ADEPME.



Alpha Thiam,
DG ADEPME



Bakary Séga Bathily,
DG APIX

APIX : Le Guichet Diaspora pour un retour économique

À travers son Guichet Diaspora, l'Agence de Promotion de l'Investissement et des grands travaux (APIX) ambitionne de « promouvoir les politiques, programmes et mécanismes mis en œuvre en matière de développement des investissements au Sénégal, de manière à permettre aux Sénégalais de la Diaspora de jouer pleinement le rôle qui leur incombe dans le développement global et durable du pays et d'occuper la place de partenaire qui leur revient dans le processus de transformation de l'économie nationale », lit-on sur son site. En d'autres termes, ajoute la source, l'APIX entend « faciliter l'investissement des Sénégalais de la Diaspora à travers l'assistance et le conseil dans la création d'entreprises, le Code des investissements et l'accès au financement et au foncier.

Dans cette optique, l'APIX compte appuyer, par exemple, le concept « Coopératives agricoles de la diaspora » lancé en collaboration avec le ministère en charge de l'Agriculture et le Secrétariat d'État aux Sénégalais de l'Extérieur. Cette initiative vise à faciliter le « retour économique » des Sénégalais de l'extérieur, selon l'APIX.

CDC : Un accompagnement dans les projets immobiliers et industriels

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), à travers sa filiale CDC Habitat, est impliquée dans le projet d'habitat pour la diaspora. Et cela, au même titre que la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM) et la Société immobilière du Cap-Vert (SICAP SA). Ce projet dénommé « Cités de la Diaspora » va profiter aussi aux régions. Dans ce cadre, le Directeur général de la CDC, Fadilou Keïta, a effectué une visite à Louga pour une mission technique sur les sites stratégiques retenus pour l'implantation de ces cités. Les localités concernées sont Nguidilé, Léona (zones de Taré et Potou) et Thiéppe.

M. THIOBANE



Fadilou Keïta,
DG CDC



Projet du centre commercial à Moudéry

BAKEL

L'OREMOU, une organisation d'émigrés, socle du développement de Moudéry

L'Organisation des ressortissants de Moudéry (OREMOU) s'est révélée, depuis sa création en 2014, comme un moteur du développement socio-économique de Moudéry, un village situé dans le département de Bakel, à travers la réalisation d'infrastructures dans plusieurs domaines.

Créée en 2014 à Paris où se trouve son siège, l'Organisation des ressortissants de Moudéry (OREMOU), dans le Bakel, regroupe l'ensemble des ressortissants dudit village basés notamment en Europe de l'Ouest, en Europe du Nord, aux États-Unis et au Canada. Avec ses 3 000 membres, l'association a considérablement changé le visage du village en quelques années par ses actions économiques et sociales. Selon Siabou Ndiaye, point focal de l'OREMOU, l'organisation tire ses ressources des cotisations mensuelles (10€) de ses membres,

des subventions publiques et privées, des recettes de ses activités, des investissements (biens immobiliers) ainsi que des dons et mécénats.

Infrastructures hydrauliques, éducatives, agricoles et sociales...

L'OREMOU a doté cette localité d'infrastructures socio-économiques de base, sur le plan hydraulique, éducatif, agricole et social. "Déjà deux forages ont été construits au niveau du village. L'un a coûté 120 millions de F CFA et l'autre 113 millions FCFA. Ainsi, des milliers

d'habitants ont été impactés pour un coût de 400 CFA le mètre cube (M3). L'objectif est d'aider la population à accéder facilement à une eau potable et à moindre coût », renchérit M. Ndiaye. Dans un document qu'il a transmis à l'APS sur les réalisations de l'organisation, figurent le lycée du village (construit à 80% par les émigrés), l'installation d'équipement, la rénovation d'une salle informatique et des toilettes au sein du lycée et du collège pour un coût total de 38 millions de F CFA. Sur le plan agricole, OREMOU a contribué à plus de quatre millions de F CFA à l'exploitation du casier Moudéry-



Siabou Ndiaye point focal
OREMOU à Moudéry

Diawara (ex-Goana) où plus de cent familles s'activent dans la culture rizicole et maraîchère.

Plus de 500 millions FCFA dépensés pour le village en 5 ans

L'organisation des ressortissants de Moudéry envisage également d'ouvrir un magasin d'alimentation communautaire afin de soulager les ménages. « Le magasin communautaire vend des produits de première nécessité comme le riz, le sucre, l'huile, le café. Si dans l'immédiat, vous n'avez pas d'argent, on peut vous approvisionner et vous rembourserez après. Un emploi a été généré avec le magasin et on attend un revenu annuel de 5 millions FCFA », se réjouit le point focal de OREMOU à Moudéry. Au total, a dit Siabou Ndiaye, sur 5 ans, plus de 500 millions de F CFA ont été dépensés en termes d'investissement par OREMOU pour le développement social et économique de Moudéry et sa commune et plus de 15 emplois créés. L'organisation annonce dans le document ses futurs projets notamment la construction d'un Centre Commercial, la rénovation du foyer des Jeunes, la construction d'un centre administratif et la réhabilitation de la grande mosquée du village.

Abou NDIAYE (correspondant à Bakel)



DIAKOYE TOUNKARA, MAIRE DE MOUDÉRY

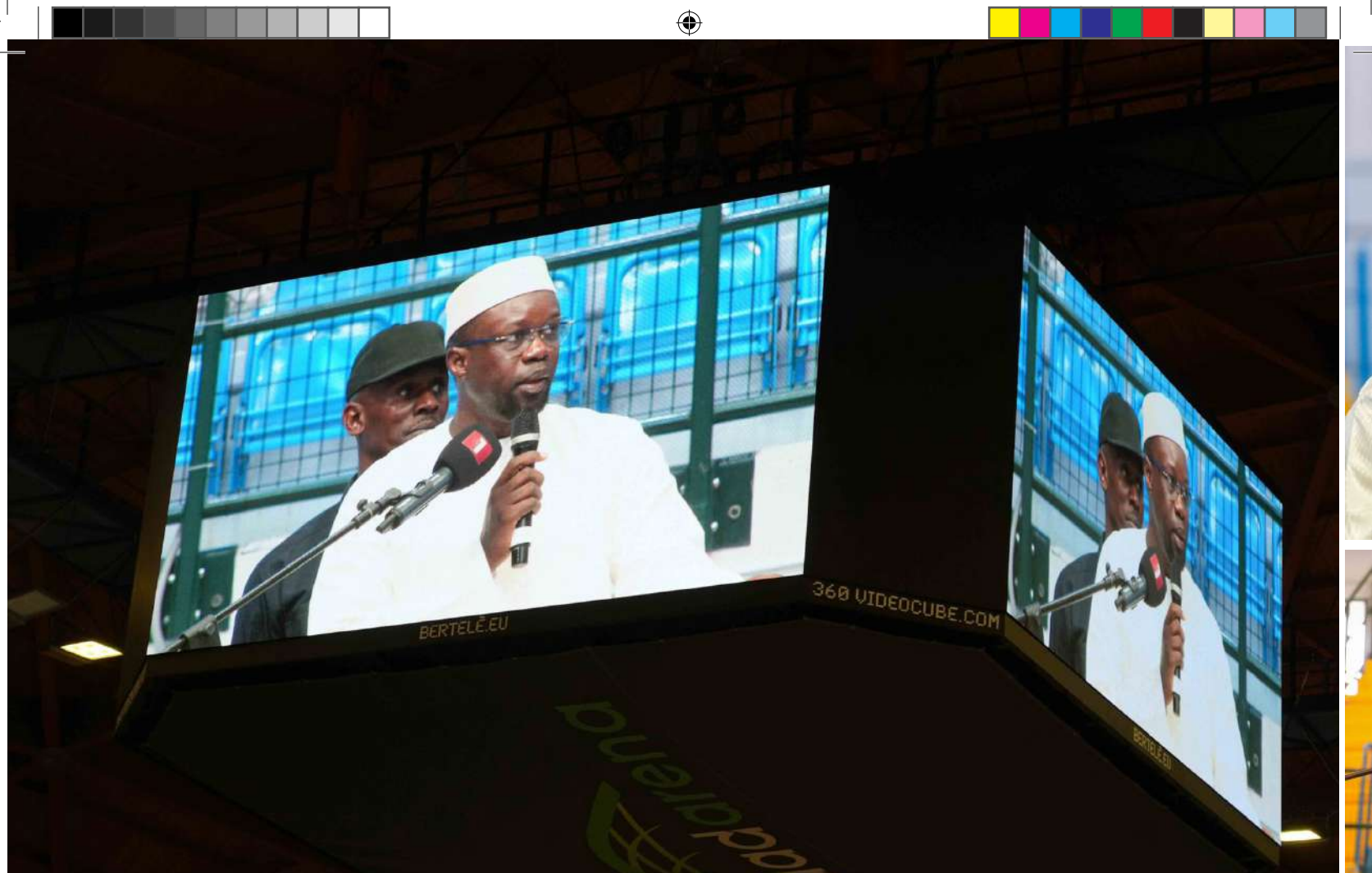
«La Diaspora est notre boussole»

L'émergence de cette localité est due en grande partie à sa diaspora à travers OREMOU, a soutenu Diakoye Tounkara, le maire de la commune de Moudéry, pour qui, l'organisation se distingue par la prise en charge des besoins de la population.

«Dans notre zone, la plupart des réalisations sont portées par les émigrés. La diaspora, c'est notre boussole. Avec eux, le village a effectué un grand bond en avant», a salué M. Tounkara. «OREMOU, c'est l'association-mère qui regroupe l'ensemble des ressortissants de Moudéry établis dans la diaspora. Ils associent la commune dans tous leurs activités. On collabore ensemble et on les accompagne dans les documents administratifs. C'est une association qui œuvre vraiment pour le développement », confie Diakoye Tounkara. « L'émigration, c'est le fondement même de notre village », affirme-t-il. Il a souligné que le seul frein au développement de la localité est lié à l'absence d'infrastructures routières, invitant ainsi l'État central à accompagner la collectivité dans ce sens.

A. NDIAYE





RENCONTRE ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET LA DIASPORA

Le tournant de Milan

On aura rarement vu un rendez-vous entre un leader politique et les Sénégalais de l'extérieur réunir autant de monde que lors du passage du Premier ministre à Milan. C'était le 13 septembre 2025. Mais au-delà de la forte affluence, habituelle à chaque sortie d'Ousmane Sonko, le fait le plus marquant a été l'adhésion massive de la Diaspora au Plan de redressement économique et social (PRÈS) et aux Diaspora bonds. Retour en images sur cette rencontre mémorable.



LOUGA

Une longue tradition migratoire

Louga vit au rythme de la migration. Ancrée dans les familles, les conversations et les rêves des jeunes, elle n'est pas seulement une option, mais une tradition profondément enracinée.

Dans cette ville où chaque quartier compte ses expatriés, difficile de trouver trois maisons alignées sans un «Modou-Modou». Leur influence est visible partout : des maisons reconstruites, des commerces modernisés, des investissements dans l'agriculture ou un bien immobilier à Dakar. Autant de signes extérieurs de richesse qui inspirent, parfois trop, les jeunes restés sur place. "Quand tu vois quelqu'un avec qui tu partageais le même atelier revenir après deux ans avec une belle voiture et une maison, forcément tu es tenté", confie Souleymane Gaye, Coordonnateur des Lougatois de la Diaspora.

Et pourtant, cet âge d'or de l'émigration semble révolu. Les opportunités se sont réduites, de nombreux migrants passent désormais plusieurs années sans papiers, sans emploi stable et sans perspectives.

Une Diaspora engagée, malgré les défis

C'est à Milan, en Italie, que Souleymane et deux autres fils de la capitale du Ndiambour ont fondé l'Association Louga Diaspora. Depuis sa création, l'association multiplie les actions solidaires, allant des dons de lait, de couches et de médicaments pour les enfants vulnérables au financement de tuteurs familiaux, en passant par la livraison de 15 tonnes de ciment pour rénover le Centre d'urgence de l'hôpital, la participation à la construction du mur du cimetière Yeurmandé, le soutien régulier à la Maison d'arrêt et de correction de Louga, ainsi que l'appui constant



Souleymane Gaye, Coordonnateur des Lougatois de la Diaspora

apporté aux équipes de navétanes. Pourtant, investir durablement à Louga reste un défi. Beaucoup de «Modou-Modou», en ouvrant une petite entreprise confiée à un proche, voient leur projet s'effondrer faute de gestion ou de suivi. "C'est pourquoi, beaucoup préfèrent investir dans l'immobilier", constate M. Gaye.

Une tradition migratoire dictée par la sécheresse des années 70

Selon Aïda Sy, Coordinatrice de la Plateforme du Dialogue citoyen inclusif, la migration à Louga trouve ses racines dans les années de grande sécheresse. "En 1971, beaucoup ont quitté Louga pour le Saloum, Dakar, la Guinée ou le Gabon. La sécheresse a poussé à l'exode rural, puis à l'émigration internationale", rappelle-t-elle. Et aujourd'hui, elle estime que 80 % du développement économique,

social et culturel de Louga est porté par la Diaspora, notamment dans le bâtiment, le commerce, l'architecture, la culture.

Djiby SENE
(correspondant à Louga)

PROJET IMMOBILIER DE L'ETAT À LOUGA

Les "Cités de la Diaspora", une future cité résidentielle pour les émigrés

La capitale du Ndiambour va accueillir un projet ambitieux de l'État du Sénégal dénommé les "Cités de la Diaspora" et destiné aux membres de la diaspora sénégalaise. Le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Fadilou Keita, a effectué une visite officielle à Louga pour une mission technique sur les sites stratégiques retenus pour l'implantation de ces cités. Les localités concernées sont : Nguidilé, Léona (zones de Taré et Potou) et Thiéppe.

La visite de la délégation s'est également poursuivie à l'usine textile PITTEXT (anciennement SOTOXKA), récemment reprise par de jeunes investisseurs issus de la diaspora lougatoise. La CDC a exprimé sa volonté d'accompagner financièrement la relance de cette unité industrielle, avec l'objectif affirmé de contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes dans le nord du pays.

D. SENE



MATAM

La Diaspora toujours au service des communautés

Les réalisations des fils de la région de Matam établis à l'étranger sont nombreuses et très visibles. Celles-ci touchent presque tous les secteurs de la vie.

Dans plusieurs localités, les membres de la Diaspora matamoise sont réunis au sein d'associations divisées en sections, selon les continents. L'Association pour le Développement de Dounga Rindiaw (ADDOR), dans la commune de Bokidiawé, qui a fêté ses cinquante-cinq ans au mois de septembre dernier, a « beaucoup participé à la promotion du développement économique et social des populations » de cette localité. Composée de huit grandes cellules, dont certaines basées entre l'Europe, l'Amérique et l'Afrique, elle contribue à hauteur de 80% aux réalisations faites dans ce village, explique Mouhamadou Ndiaye, membre de ADDOR. Et dans ce village niché entre Mboloyel et Dounga Ouro Thierno, sur la Route Nationale 2, les réalisations de la Diaspora portent essentiellement sur le forage de puits, le maraîchage, la construction de la Case de santé devenue plus tard Poste de santé, les infrastructures scolaires, dont une école primaire et une maternelle, de même qu'une bibliothèque. Les fils du village établis hors du pays ont beaucoup participé à la construction de la grande mosquée du village et contribuent également à l'organisation d'événements religieux comme le Maouloud.



Ourossogui, Thilogne, Kanel... ça construit

A Ourossogui aussi, les réalisations de cette ville-carrefour comme les infrastructures sociales de base sont le fait des émigrés. « Il y a aussi le financement d'un champ collectif de 40 hectares avec un grillage et un forage ou encore la construction de l'Ecole 2, sans oublier la réhabilitation de l'Ecole 1 », a dit Ibrahima Bâ, un habitant de la ville. M. Bâ, par ailleurs membre de la section locale de l'ADO, anciennement l'Union des ressortissants de Ourossogui, souligne que l'apport de la Diaspora est considérable, citant les matériels médicaux offerts aux deux postes de santé de la commune, « même si depuis quelques temps les appuis, ont connu une baisse ». Il rappelle que la section internationale de ADO a financé également l'extension du réseau hydraulique de Ourossogui. « On peut aussi mettre à l'actif de la Diaspora de Ourossogui la construction du siège de la Poste de la ville. Pour le lycée El Hadji Yéro Basse, la Diaspora y a grandement contribué avec le soutien du

Projet d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD), de même que le collège 1 de Ourossogui », a-t-il ajouté. « On peut dire que toutes les infrastructures de qualité ont été construites par nos parents établis à l'étranger », ajoute M. Bâ. Comme dans les autres localités, les réalisations de la Diaspora de Fora Diawara, un village du département de Kanel, sont axées sur l'école, la santé, l'environnement et dans d'autres domaines. L'Association pour le développement de Sinthiou Bamambé (ADESBA), dont plusieurs de ses membres sont basés en France, a construit sur fonds propres un Centre de santé en attente d'être inauguré. Thilogne Association Développement (TAD) a aussi participé à la construction du lycée qui a ouvert ses portes, il y a plus de dix ans. A Gaol, dans la commune de Bokidiawé, le village a réceptionné un nouveau Collège d'enseignement moyen financé à hauteur de 132 millions FCFA, fruit d'une coopération entre Dental Gaol et le PAISD.

Amadou THIAM
(correspondant à Matam)



ABDOULAYE SALLY SALL, ÉMIGRÉ, HOMME D'AFFAIRES

Le Sénégalais qui rayonne au Gabon

Abdoulaye Sally Sall s'est très tôt lancé dans l'émigration. Et c'est au Gabon, qu'il a bâti sa notoriété, après avoir tracé sa voie. En instituant une Journée Nationale de la Diaspora », jubile l'émigré et homme d'affaires, «le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a pris l'une des plus grandes décisions sous son magistère».

Abdoulaye Sally Sall s'est révélé au public en 2009 lors de la brouille entre Macky Sall et Abdoulaye Wade. L'ancien Président de la République le soupçonnait de financer les activités politiques de son ancien Premier ministre. Les Sénégalais allaient découvrir cet homme d'affaires vivant depuis 25 ans au Dernier Eden, surnom donné au Gabon, où il a créé des sociétés dans divers domaines : import-export, BTP, transit et logistique, entre autres. Dans ce petit pays d'Afrique centrale, riche en pétrole, il s'est fait un nom, s'est construit un réseau très solide dans le monde des affaires. Il tape dans l'œil du défunt président gabonais, Oumar Bongo. Il aurait été l'un de ses conseillers. Une thèse que le principal concerné ne veut ni confirmer ni infirmer. Il consent juste à déclarer : "les présidents Bongo-père et Bongo-fils ont été de grands amis du Sénégal, ils avaient beaucoup de considération pour moi et m'adulaient. C'est la même chose avec l'actuel président, Brice Clotaire Oligui Nguema", dit-il à l'APS.

A l'image de beaucoup de jeunes du Fouta, ce natif de Boyinadji, village situé dans la commune de Nabadji Civol, a très tôt pris le chemin de l'émigration en se rendant en Côte d'Ivoire. On était en 1982 et il n'avait alors que 16 ans. "Mais moi, j'ai été inspiré par l'un de mes grands frères, Samba Oumar Sall, qui est décédé, malheureusement, dans son jeune âge. Cette personne-là m'a inspiré et beaucoup aidé. Et si j'en suis là aujourd'hui, c'est bien



grâce à lui”, a confié M. Sall, en recevant une équipe de l’Agence de Presse Sénégalaise (APS) dans son appartement situé en plein centre-ville de Dakar.

Il se pose en Côte d’Ivoire juste le temps de faire quelques petites économies avant de rallier, en 1984, le Gabon, après un bref transit au Cameroun. Comme tout bon émigré sénégalais en Afrique centrale, il se lance dans le petit commerce qui connaît très rapidement un franc succès. La baraka aidant, il crée petit à petit des sociétés et structure ses activités qui interviennent dans divers domaines. Son empire s’agrandit avec la création de l’entreprise Big Trans (Bureau international gabonais du transit), spécialisée dans le transit et la logistique. “Cette société est très bien connue au Gabon et au niveau de toute l’Afrique centrale. On était correspondant de beaucoup d’entreprises maritimes ou de sociétés connexes dans le transport et le fret maritime, que ce soit Delmas ou Maersk Line”, indique-t-il avec un brin de fierté.

A l’avènement de son ami Macky Sall à la magistrature suprême, il est nommé Conseiller personnel du Président de la République avant d’être élu maire de la commune de Nabadji Civol. “N’empêche, le Gabon reste toujours ma base et mon lieu de résidence. C’est à partir de ce magnifique pays que j’ai fait la plupart des pays du monde entier à la recherche de ma voie”, clame ce presque sexagénaire.

«La Maison du Thiep» en Côte d’Ivoire et une chaîne hôtelière à Matam

Après un intermède de quelques années en raison de ses charges à la Présidence de la République, cet émigré dans l’âme a décidé de se réinstaller en Côte d’Ivoire, un pays qu’il affectionne beaucoup et qu’il fréquente depuis une quarantaine



d’années. “Je me suis installé là-bas avec quelques amis Sénégalais d’origine libanaise pour créer une industrie de production de jus et d’eau minérale. A la suite de cela, nous avons créé aussi un réseau de restauration, pour produire le Thiep qui est très apprécié à travers le monde. Ensuite, nous avons créé le restaurant ‘La Maison du Thiep’ avec des ressources humaines sénégalaises et ivoiriennes. Et aujourd’hui, la Maison du Thiep fait la fierté du Sénégal tout entier à travers le monde. Nous sommes en train de faire la même chose à Nairobi, au Kenya, avec toujours des ressources humaines sénégalaises qui sont capables de faire un Thiep sophistiqué.

Le Thiep est un plat traditionnel sénégalais, mais il faut quand même l’organiser. Et très franchement, sans tirer la couverture de notre côté, nous avons réussi”, se réjouit ce polyglotte qui s’exprime dans un français châtié, alors qu’il n’a jamais fréquenté les bancs de l’école. Grâce à ses biens acquis au Gabon, il est à la tête d’une chaîne hôtelière dans la région de Matam. Il a construit les deux plus grands hôtels de la onzième région du Sénégal. L’un compte 40 chambres et l’autre 60. Ce qui, selon lui, règle définitivement le problème de l’hébergement dans cette partie du Sénégal.

Hawa BOUSSO

RECENSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

Une nouvelle carte consulaire pour fiabiliser les données

Pour disposer de statistiques fiables sur la Diaspora sénégalaise, l'Etat a opté pour la délivrance de nouvelles cartes consulaires. Il s'agit, selon le Secrétaire d'Etat Amadou Chérif Diouf, de « faire immatriculer les Sénégalais et de les inciter à s'immatriculer » pour avoir les bons chiffres sur le nombre d'émigrés et une cartographie complète sur leur répartition géographique. Gros plan sur une réforme majeure.

La délivrance d'une nouvelle carte consulaire d'identité permettra « de faciliter le recensement de nos compatriotes vivant à l'étranger, de dématérialiser les registres d'immatriculation consulaire et d'uniformiser la carte consulaire d'identité », selon les services du Secrétariat d'Etat aux Sénégalais de l'extérieur. Dans cette optique, le Secrétaire d'Etat Amadou Chérif Diouf a été reçu, en septembre 2024, par M. Zack Diop, Directeur général de Synapsys. Cette filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est, entre autres, spécialisée dans le développement d'applications, la biométrie et la mise en œuvre de systèmes d'informations innovants et personnalisés.

Les échanges avaient porté sur les possibilités de collaboration, notamment la production des cartes consulaires qui contribueront à un meilleur recensement de nos compatriotes vivant à l'étranger. En 2025, les séances techniques de travail entre, d'une part, l'équipe du ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, et celle de Synapsys d'autre part, ont fait considérablement avancer le projet. Par conséquent, la phase pilote de production des cartes consulaires débutera, très probablement, au courant du premier semestre 2026.



Une fois cette nouvelle base de données établie, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) pourra alors accompagner l'Etat dans la réalisation d'un recensement exhaustif. Les autorités s'activent pour la présenter lors de la Journée nationale de la Diaspora, ce 17 décembre 2025. En vue de

rendre la nouvelle carte consulaire attractive, le gouvernement travaille sur une offre de services auxquels elle donne droit, notamment dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie en partenariat avec l'Agence Sénégalaise de Promotion Touristique (ASPT).

H. KANE

FONDS DE GARANTIE POUR L'INVESTISSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR (FOGARISE)



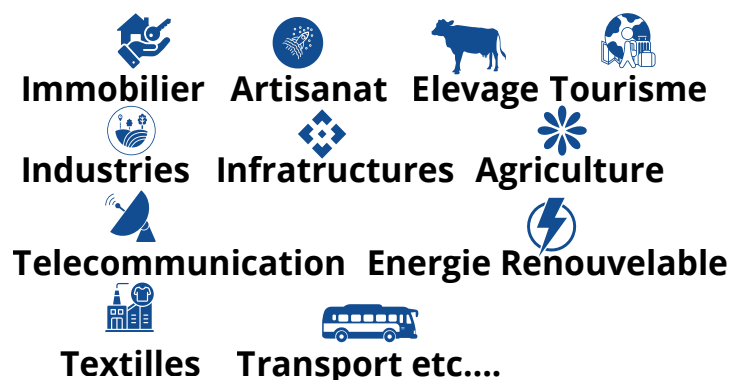
Vous êtes un Sénégalais vivant à **l'extérieur**, le FONGIP vous accompagne pour **financer** vos **projets** d'investissement au pays !

CRITERES D'ELIGIBILITE :

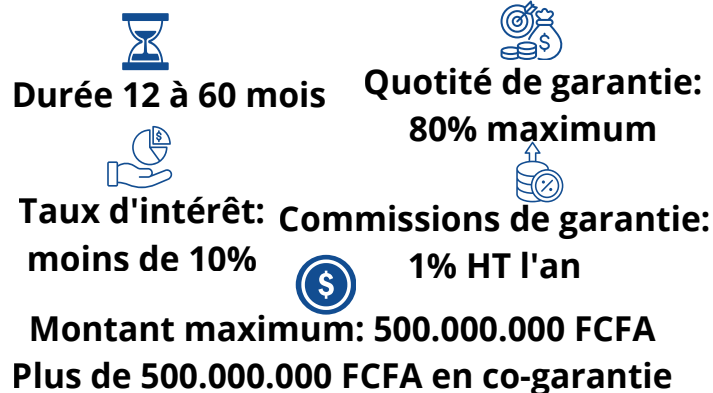
Les personnes bénéficiaires doivent remplir les conditions d'éligibilité suivantes :

- Etre dirigeant d'une entité formalisée au Sénégal;
- Ayant un projet évoluant essentiellement dans l'un des secteurs éligibles au FONGIP :
- Fournir la documentation juridique de l'entreprise (statuts, RCCM, NINEA, CNI des actionnaires personnes physiques);
- Produire les états financiers des trois (03) derniers exercices;
- Avoir un business plan :
- Disposer les factures proforma pour les investissements.

SECTEURS D'ACTIVITES :



CARACTERISTIQUES :



FUIITE DES CERVEAUX

Du « brain drain » au « brain gain »

Loin de la vision fataliste de la « fuite des cerveaux » ou "brain drain", un nouveau paradigme émerge : celui de la « circulation des compétences » ou "brain gain".



Des centaines de professionnels sénégalais hautement qualifiés (médecins, ingénieurs, chercheurs...) quittent chaque année le pays, attirés par des perspectives à l'étranger. Si cette émigration représente une perte immédiate, une réflexion complexe émerge pour en mesurer les impacts et, surtout, en optimiser les retours, via une « circulation des compétences ». Il est difficile de donner un chiffre précis pour les émigrés sénégalais diplômés dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), car les

statistiques ne segmentent pas les diplômés dans leurs rapports sur les émigrés. Cependant, en 2020, environ 400.000 émigrés sénégalais vivaient dans les pays de l'OCDE. D'autres données indiquent que le taux d'emploi des émigrés sénégalais, diplômés du supérieur dans ces pays, était plus élevé (73 %) en 2015/2016 que celui de l'ensemble des émigrés sénégalais (61 %).

L'hémorragie chez les médecins

Il n'y a pas de données suffisantes non plus dans le secteur de la

santé, mais le manque de personnel et les conditions de travail dans les hôpitaux sénégalais sont des conséquences directes de l'exode des médecins. Un médecin anesthésiste qui a accepté de témoigner dans l'anonymat raconte le calvaire auquel il fait face tous les jours dans l'exercice de sa fonction et n'hésitera pas une seconde à quitter le pays si l'occasion se présente. « Rien que la semaine passée, on s'est retrouvé avec une pénurie de noradrénaline (médicament essentiel en réanimation qui permet de relever la tension artérielle quand un malade est en état de choc au point que son cœur puisse



s'arrêter), c'est inimaginable », s'exclame-t-il. « On n'a pas de gaz du sang, l'échographie est de qualité archaïque mais on fait avec. Certains examens ne sont pas disponibles dans l'hôpital comme l'angioscanner », relève ce médecin qui n'a pas manqué de souligner la charge de travail dans un environnement de stress continu. Il indexe « le nombre exorbitant » de patients dans les hôpitaux face à un « plateau technique vétuste et du matériel insuffisant ».

En 2022, le Sénégal comptait environ 0,7 médecin pour 10.000 habitants, loin du ratio de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui considère qu'un niveau inférieur à 2,3 médecins pour 1000 habitants empêche de garantir un accès minimal aux soins de santé primaire. Aujourd'hui, l'Ordre des médecins du Sénégal compte 5675 médecins dont 1139 étrangers. Selon le vice-président national de

SOS Consommateurs, El-Hadji Ciré Balley Diallo, chargé de l'éducation, de la santé et des affaires sociales, le Sénégal doit combler un déficit de près de 950 médecins spécialistes, notamment en cancérologie, neurochirurgie et anesthésie-réanimation.

L'expatriation n'est plus synonyme de déconnexion

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, la fuite des cerveaux est tout aussi préoccupante. Les jeunes doctorants en sciences, en informatique ou en ingénierie partent poursuivre des post-doctorats à l'étranger et, souvent, ne reviennent pas, privant le pays de relèves académiques et de capacités d'innovation endogènes. Au-delà des chiffres, c'est la perte de mentorat qui coûte le plus cher. Lorsqu'un chirurgien cardiaque

ou un ingénieur en intelligence artificielle quitte Dakar, il n'emporte pas seulement sa force de travail, mais aussi son carnet d'adresses, sa méthodologie et sa capacité à former la relève. La qualité des soins et de la recherche s'en trouve fragilisée, créant une dépendance accrue aux expertises étrangères coûteuses.

Dans les universités, le manque de professeurs titulaires de rang A contraint à recourir massivement à des vacataires et alourdit la charge des enseignants-chercheurs restants, compromettant ainsi la qualité des enseignements et la production scientifique nationale. Cependant, l'équation change. Grâce à la digitalisation et à une volonté patriotique farouche, l'expatriation n'est plus synonyme de déconnexion.

M. FALL

La circulation des compétences

Le concept de retour définitif est, pour beaucoup, complexe (écarts de salaires, plateaux techniques insuffisants). La solution réside donc dans le retour temporaire et la collaboration à distance. C'est là que le « Brain gain » s'active, via plusieurs canaux majeurs. En termes de transfert de technologie et de savoir-faire, il ne s'agit plus d'envoyer des conteneurs de matériel parfois obsolète, mais de former les équipes locales à l'utilisation de technologies de pointe (télémédecine, chirurgie laparoscopique, énergies renouvelables).

Des programmes permettent à des experts de la Diaspora d'effectuer des missions d'audit ou d'enseignement intensif, comblant ainsi des besoins pointus sans peser durablement sur la masse salariale de l'État. Et pour ce qui est du réseautage académique, les chercheurs de la Diaspora servent de « ponts » pour inclure les universités

sénégalaises dans des consortiums de recherche internationaux, facilitant l'accès aux financements mondiaux.

L'émigration des élites sénégalaises a longtemps été perçue comme une hémorragie. Aujourd'hui, elle apparaît donc comme une réserve stratégique offshore. Le Sénégal ne perd pas ses enfants ; il les a simplement positionnés aux quatre coins du monde pour qu'ils acquièrent les compétences de demain. Il ne s'agit plus de les forcer à rentrer, mais de construire les ponts numériques et administratifs qui permettront à ce savoir de circuler librement.

Le défi principal reste cependant la création d'un environnement attractif au Sénégal : financement de la recherche, amélioration des conditions de travail, méritocratie et reconnaissance institutionnelle. Sans cela, la circulation risque de rester à sens unique.

M. FALL

SOULEYMANE
BACHIR DIAGNE ET
MAMADOU DIOUF

Des cerveaux au service de leur pays

Les exemples de « gain » de cette circulation des sommités universitaires font foison. Le philosophe Souleymane Bachir Diagne, enseignant à l'université de Columbia, à New York, est revenu présider le Comité de pilotage de la Concertation nationale sur l'enseignement supérieur au Sénégal (CNAES) en 2013. Un autre intellectuel sénégalais, bien connu et reconnu des universités américaines, l'historien Mamadou Diouf préside aujourd'hui le Comité de commémoration du Massacre de Thiaroye.

H. KANE



POLITIQUE DE L'ETAT EN FAVEUR DE LA DIASPORA

Le Plan d'accompagnement des Sénégalais de l'extérieur lancé le 17 décembre 2025

L'Etat ne fait pas que tendre la main à sa Diaspora. Il élabore aussi une politique d'assistance à ses fils. C'est dans cette dynamique qu'un Programme spécial d'accompagnement et de promotion des Sénégalais de l'extérieur a été mis en place. Ce programme avait été déjà annoncé par le président de la République lors du Conseil des ministres du 17 septembre 2025.

Le chef de l'Etat avait ainsi demandé au ministre et au Secrétaire d'Etat, chargés des Sénégalais de l'Extérieur, de «finaliser, sous l'égide du Premier ministre, un Programme spécial d'accompagnement et de

promotion des Sénégalais de l'extérieur, dont le lancement est prévu le 17 décembre 2025, à l'occasion de la tenue de la première édition de la Journée nationale de la Diaspora».

En mai dernier, en Conseil des ministres, le Président Faye avait demandé au gouvernement de «restructurer, pour plus d'efficacité, les dispositifs d'orientation, d'encadrement, d'accompagnement et de

financement des projets et activités économiques des Sénégalais de l'extérieur, notamment le Fonds d'appui aux Sénégalais de l'extérieur (FAISE)».

Mandiaye THIOBANE





CDC Habitat
FILIALE DE LA CDC

CDC Habitat Sénégal est la filiale opérationnelle de la Caisse des Dépôts et Consignations dédiée au logement et à l'aménagement urbain. Elle développe des projets modernes, sécurisés et structurants sur tout le territoire.

Nos missions

- Produire des logements de qualité.
- Aménager des quartiers complets (voiries, réseaux, équipements).
- Sécuriser et viabiliser le foncier.
- Accompagner les collectivités locales.
- Offrir des solutions fiables à la diaspora

Construire durablement.

Aménager intelligemment.

Loger dignement.

Le programme national Cités de la Diaspora est lancé pour offrir aux Sénégalais de l'extérieur des villas modernes et des terrains viabilisés au sein de quartiers planifiés et sécurisés. CDC Habitat en assure la mise en œuvre opérationnelle : aménagement des sites, conception des modèles de villas, viabilisation et maîtrise d'ouvrage des travaux, coordination avec les communes et services de l'État.

Ce lancement marque le début d'un déploiement national de cités homogènes, fiables et prêtes à accueillir durablement les familles de la diaspora.

Construire les territoires de demain

Lancement des "Cités de la Diaspora"

Rue FN 10, & Rue FN 11, Dakar

Téléphone : 33 824 87 87



RAPATRIEMENT DES SÉNÉGALAIS BLOQUÉS EN LIBYE

Le coup de maître !

La situation des Sénégalais bloqués en Libye était si difficile que l'espoir de les rapatrier était maigre. C'est pourtant l'un des premiers dossiers chauds du nouveau régime que le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur a réussi à dénouer avec tact et diplomatie.

La création du Cabinet du Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur ne peut se résumer à la seule résolution des problèmes conjoncturels de cette communauté. A savoir, la délivrance de passeports et autres papiers ou le rapatriement de dépouilles ou de sans-papiers. Son utilité va bien au-delà de ces questions d'ordre administratif. Sa création obéit plutôt à une véritable politique de développement recentrée par le gouvernement pour explorer les opportunités de ce secteur à fortes potentialités. « Je peux dire que nous avons manqué de leadership dans le passé en ce qui concerne nos compatriotes résidant à l'étranger », souligne le Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur, Amadou Chérif Diouf. Selon lui, les nouvelles

autorités ont changé de paradigme dans la politique menée envers la Diaspora. « Premièrement, il faut que nous rendions les Sénégalais de l'extérieur davantage fiers de leurs pays en étant à leurs côtés. Quelles que soient par ailleurs les conditions », soutient-il. C'est dans cette dynamique que, peu après son installation, il s'est rendu en Libye pour assister des Sénégalais bloqués dans ce pays. Il réussira finalement à les faire libérer grâce à d'intenses négociations avec les autorités locales.

195 migrants sénégalais rapatriés de Libye

195 migrants sénégalais ont ainsi pu rentrer en fin septembre 2024 à bord d'un avion affrété par les autorités sénégalaises. « Le travail

que nous avons effectué pour faire revenir ces jeunes depuis la Libye est le même que nous avons réalisé dans d'autres pays », avait souligné M. Diouf à l'accueil des migrants de retour. « Moi, je n'attends pas d'avoir les moyens pour agir », avait-il servi pour expliquer ce « succès ». « Dans le gouvernement précédent, lorsqu'il était question de rapatriement, tout le monde était impliqué. En ce qui nous concerne, c'est parce que nous avons osé que nous sommes allés voir les bonnes personnes pour parvenir à ces résultats. On l'a fait en Libye, et même au Maroc, au point que maintenant ils reviennent sans trop de bruit grâce au dispositif mis en place », explique M. Diouf.

H. KANE, M. THIOBANE & A. D. CISSOKHO

KARFA SIRA DIALLO, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE MÉMOIRES & PARTAGES

« La Diaspora sénégalaise investit le pays d'origine comme le lieu des racines, de l'identité et de la mémoire »

Karfa Sira Diallo est une figure importante de la Diaspora sénégalaise en France, notamment à Bordeaux où il vit depuis 1995. Poète, essayiste et consultant, il dirige actuellement l'association internationale Mémoires & Partages, basée en France. Il évoque dans cet entretien le poids et le sens des liens des Sénégalais de la Diaspora avec leur pays d'origine.

Quel sens a pour vous la Journée Nationale de la Diaspora ?

Cette initiative est une décision symbolique forte de reconnaissance et d'intégration du rôle de la Diaspora dans le développement du Sénégal. Il a toujours été nécessaire de créer et d'institutionnaliser des espaces de dialogue entre l'État sénégalais et sa communauté à l'étranger. Cadre de valorisation des liens affectifs, identitaires et des contributions économiques et sociales de la Diaspora, une telle Journée peut être un outil de cohésion, de visibilité internationale et de dynamisation du développement national si le dialogue est transparent et critique quant aux difficultés, besoins et réformes nécessaires.

Quelle analyse faites-vous de la dimension intellectuelle de la contribution de la Diaspora ?

On peut difficilement distinguer la contribution économique de la Diaspora sénégalaise de celle intellectuelle. En effet, les intellectuels sénégalais de la Diaspora restent aussi des acteurs économiques importants dans



la vie de leurs familles restées au pays mais aussi dans les investissements dans différents domaines. Pour autant, cette dimension intellectuelle est très remarquée à l'étranger. L'incorrupible legs seneghorien ainsi que la qualité de l'enseignement sénégalais ont produit une classe intellectuelle qui brille dans le domaine de la littérature avec de remarquables auteurs régulièrement primés, mais aussi des universitaires, véritables leaders d'opinion suivis par plusieurs générations d'activistes africains.

Quel est, pour vous qui êtes investi dans la prise en charge des questions mémorielles et symboliques, le rapport que cette Diaspora entretient avec le Sénégal, en termes de liens affectifs, d'attachement, etc. ?

Les liens affectifs et d'attachement



rester dans un domaine subjectif et personnel, il est difficile de généraliser. Pour autant, on peut noter que les Sénégalais de la Diaspora investissent le pays d'origine comme le lieu des racines, de l'identité et de la mémoire collective. Avec leurs épouses, sénégalaises ou non, et leurs enfants, le séjour au pays reste un incontournable moment de ressourcement, d'affirmation identitaire, de fidélité affective. Ainsi, quelles que soient les désillusions, notées çà et là, il y a chez les Sénégalais de la Diaspora un sens remarquable de leur responsabilité de cultiver et de transmettre un sentiment de fierté et de continuité générationnelle.

Pouvez-vous nous parler des initiatives développées au sein des communautés sénégalaises de la Diaspora pour "garder le lien" avec les racines et le pays ?

La création d'associations culturelles, aussi bien pour les familles d'immigrés que pour les étudiants, reste incontournable dans la vie sociale des Sénégalais de la Diaspora. Cadre d'affirmation et de transmission des valeurs nationales du pays d'origine, l'association Loi 1901 permet aux ressortissants sénégalais de transmettre leur amour des arts et de la culture du pays, d'enseigner les langues de certains groupes ethniques. Mais aussi de financer des projets communautaires en impliquant aussi leurs cercles amicaux du pays d'accueil, d'entretenir leurs croyances par des cérémonies religieuses régulières mais aussi de militer politiquement pour faire avancer la société sénégalaise. Ainsi, cette connexion vivante entre la Diaspora et son Sénégal, rêvé ou réel, reste un besoin permanent que ni le temps ni l'espace n'arriveront à assécher et que les nouvelles autorités sénégalaises ont raison de structurer.

Par Aboubacar Demba CISSOKHO

LES BAOS ET LA MIGRATION

El Hadji Abdou Karim Cissé souligne l'importance de l'accueil, de l'orientation et du suivi

« Les Bureaux d'accueil,

d'orientation et de suivi (BAOS) sont aussi bien à Dakar que dans les régions et à l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) de Diass. Parce que nous voulons, aujourd'hui, que ces bureaux servent d'abord à faciliter l'accueil, l'orientation, la réintégration des migrants de retour, mais aussi à sensibiliser les communautés et à faciliter la migration régulière. Pour être dans une dynamique de territorialisation des politiques publiques, nous les avons délocalisés dans les régions où ils sont logés dans les Agences Régionales de Développement (ARD). Nous voulons amener les communes à intégrer la dimension migration dans leurs stratégies de développement. Certes, la migration n'est pas une compétence transférée, mais l'objectif est d'aider le maire à comprendre que s'il intègre la dimension migration ou diaspora, il peut avoir un impact plus important. L'Agence Régionale de Développement est le bras technique des collectivités territoriales ; nous sommes le bras technique de la migration. Dans le cadre du travail que nous sommes en train de faire dans les régions, des cadres de concertation ont été mis en place dans certaines d'entre elles. Avec ces instruments, les maires vont comprendre qu'ils peuvent aller au niveau de notre Diaspora, en Espagne, en France, en Côte d'Ivoire ou ailleurs, pour pousser les compatriotes à venir investir dans leurs communes d'origine. Donc, l'idée d'investissement direct diaspora est possible pour renforcer les possibilités des communes, d'autant plus qu'elles n'ont pas beaucoup de moyens. Tout ce qu'on a eu à faire avec la migration circulaire part des territoires. Et donc, la présence de ces bureaux va faciliter aussi l'investissement de la Diaspora. L'agent BAOS a un rôle d'écoute et d'orientation vers les structures dédiées. Globalement, il faut plus d'organisation et de travail en synergie», souligne El Hadji Abdou Karim Cissé.



*Mouhamadou Bamba FALL
Coordonnateur national des BAOS*

Recueillis par Mandiaye THIOBANE

ACTRICES CLÉS DE LA DIASPORA

Les « Fatou-Fatou », la migration d'un autre genre

Elles ont décidé de ne plus laisser masculiniser l'émigration. Les femmes sénégalaises ont imposé la rime « Fatou-Fatou » à côté des « Modou-Modou ».

Longtemps reléguées au second plan des études migratoires, les femmes migrantes sénégalaises, parfois surnommées les « Fatou-Fatou » lorsqu'elles migrent seules, sont en réalité des piliers incontournables de la gestion des transferts de fonds et de la cohésion familiale transfrontalière. Leur émigration, de plus en plus autonome et motivée par des raisons économiques, ne fait pas qu'assurer la survie des ménages restés au pays. Elle est aussi un puissant moteur de transformation des dynamiques de genre dans une société sénégalaise traditionnellement patriarcale. « Les femmes sénégalaises de la Diaspora sont des piliers économiques pour leurs familles, des investisseuses sociales dans leurs communautés d'origine, des actrices stratégiques qui sécurisent, orientent et optimisent l'usage des transferts », explique Aly Tandian, Directeur de l'Observatoire sénégalais des migrations.

Pour le professeur titulaire de sociologie, à l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, les femmes migrantes sénégalaises financent des activités génératrices de revenus, de petits commerces pour des sœurs, cousines ou mères, parfois l'installation de coopératives ou groupements féminins. « Leur objectif est souvent d'aider les femmes restées au pays à gagner en autonomie et à stabiliser leur situation », dit-il.



Évolution du statut et de l'autonomie

La migration est pour de nombreuses Sénégalaises un chemin vers l'autonomie et la reconnaissance. Si l'émigration a longtemps été perçue comme un prolongement du rôle traditionnel d'aide à la famille, la migration féminine individuelle (sans le mari ou le père) a explosé, conférant aux femmes un nouveau statut.

En accédant à une source de revenus propre, la migrante acquiert une indépendance financière sans précédent. Cette autonomie lui permet de s'affranchir, au moins partiellement, du contrôle masculin sur ses ressources et ses choix. « En devenant des contributrices économiques centrales, les femmes migrantes sénégalaises gagnent en autorité sociale et décisionnelle au sein de la famille. Elles influencent des choix importants (scolarisation, migration interne, investissements, santé) et arrivent à redéfinir leur rôle traditionnel dans la société sénégalaise », précise Aly Tandian, par ailleurs directeur du Laboratoire d'études et de recherches sur le Genre, l'Environnement, la Religion

et les Migrations (GERM) de l'UGB.

Impact sur les dynamiques de genre au pays d'origine

L'influence de ces femmes ne s'arrête pas aux transferts financiers ; elle reconfigure les rapports sociaux de sexe au Sénégal. L'émigration, qu'elle soit masculine ou

féminine, rebat les cartes du pouvoir. La migration des hommes a déjà favorisé l'autonomie des femmes « qui restent » en les investissant de nouvelles responsabilités. Inversement, la migrante elle-même, forte de son succès financier et de son exposition à d'autres normes sociales, est en mesure de négocier de nouvelles relations de genre, plus équitables, à distance ou à son retour.

La société sénégalaise, malgré ses fortes normes patriarcales, assiste à un changement progressif et souvent discret. Face aux tentatives de contrôle social ou au jugement, les femmes migrantes et celles qui reçoivent les fonds, s'adaptent et redéfinissent les obligations de solidarité, sans nécessairement rompre frontalement avec la famille.

En définitive, la migration féminine sénégalaise est un phénomène complexe : elle est à la fois une stratégie de survie familiale et un acte d'émancipation personnelle qui bouscule, pas à pas, les rapports de pouvoir traditionnels.

M. FALL

NGONÉ NDOYE, ANCIENNE MINISTRE DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

«Beaucoup de femmes migrantes portent des fragilités psychologiques»

Les femmes et les enfants migrants sont généralement les plus vulnérables à certaines pathologies comme le Trouble de stress post-traumatique (TSPT), révèle l'ancienne ministre des Sénégalais de l'extérieur, Ngoné Ndoye. Dans un entretien avec l'APS, elle a aussi évoqué "un réel problème de santé publique"

Pour l'ancienne ministre des Sénégalais de l'extérieur, Ngoné Ndoye, de nombreuses femmes migrantes portent des fragilités psychologiques liées à leur contexte d'origine. "Ces violences créent un terrain de stress, d'anxiété et un sentiment de perte de contrôle avant même le départ. Ces facteurs augmentent la vulnérabilité émotionnelle", souligne-t-elle. L'impact psychosocial à long terme est souvent grave et peut entraîner des troubles persistants selon certaines études. Un constat que partage la présidente de l'association « Femmes, Enfants, Migrations et Développement Communautaire » (FEMIDÉC) qui estime que le voyage est souvent la phase la plus traumatisante. "Les femmes vivent des expériences qui bouleversent durablement leur santé mentale", explique Mme Ndoye. Selon elle, les conditions de voyage extrêmes peuvent créer des crises d'anxiété aiguë, des attaques de panique, des insomnies.

Les traumatismes post-migratoires sont une réalité pour de nombreuses femmes, d'après Ngoné Ndoye, qui évoque, pour ces migrantes la peur d'être expulsées, les procédures complexes et le racisme, la xénophobie mais aussi l'exploitation des femmes migrantes domestiques dans certains pays, sans protection légale. "La charge mentale familiale où les migrantes doivent envoyer de l'argent, soutenir la famille, mène également à un épuisement émotionnel, à de l'anxiété et à la dépression" explique-t-elle.



«Une meilleure intégration de la dimension genre dans les politiques migratoires»

Les facteurs endogènes et exogènes qui poussent ces femmes à migrer sont multiples. "Nous notons des facteurs socio-culturels tenaces, car les normes sociales sont très rigides et limitent pour beaucoup l'épanouissement, sinon l'expression des femmes", dit-elle. Ngoné Ndoye estime que ces femmes "ont toujours été celles qui portent la famille, sans être forcément perçues comme "cheffe de famille". C'est de leur solitude à assumer cette tâche, et

du stoïcisme qui le caractérise, que leur besoin de migrer, pour soutenir financièrement la famille, est né". Les facteurs exogènes peuvent souvent être liés à l'aspect environnemental notamment les changements climatiques. La présidente de FEMIDÉC cite comme exemple l'avancée de la mer à Bargny qui a dévasté les sites de transformation de produits halieutiques, englouti les habitations, laissant ainsi les femmes seules et désorientées face à un domaine foncier marin qui tarde à être pris en charge par le foncier du domaine national.

Mansoura FALL

LE DOSSIER

TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES MIGRANTES

Le système de la « Kafala », une source majeure d'abus

La migration des femmes domestiques est un phénomène mondial résultant de la demande croissante de services ménagers dans les pays développés. En Afrique, particulièrement au Sénégal, elles sont nombreuses à se diriger vers les pays du Moyen-Orient à la recherche d'une vie meilleure. Mais dans ces pays d'accueil, les femmes butent sur un système présenté comme un moyen d'organiser l'immigration de travail. Le système de la « Kafala » ou parrainage reste, en réalité, une source majeure d'abus qui se traduit par une confiscation de passeports, une servitude domestique, des violences physiques et psychologiques, des retards ou non-paiement de salaires, des heures de travail excessives, entre autres.

Selon Amnesty International, quatre des treize millions de travailleurs migrants établis en Arabie saoudite sont des travailleuses domestiques, dont une part très importante vient d'Afrique.

Malgré certaines réformes entreprises par des pays comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou les Émirats Arabes Unis, la « Kafala » continue de miner l'accès à la justice.

L'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) a consacré une étude sur la migration des femmes et des jeunes filles africaines dans les pays du Golfe.

Cette étude explique que la protection effective des droits des travailleuses domestiques africaines en Arabie Saoudite et au Qatar est encore très timide et que la plupart des manquements constatés sont, de près ou de loin, imputables à leur pays d'origine du fait de leurs faiblesses aux plans normatif et institutionnel.

Les recommandations de cette étude insistent ainsi sur la ratification des États membres de l'Union africaine des conventions pour la protection et la promotion des droits des travailleurs migrants, notamment la Convention (N° 189) concernant le travail décent pour les travailleurs domestiques.

Le Sénégal a déjà fait un grand pas dans ce sens avec la signature de l'accord de convention sur la Sécurité sociale avec la Belgique. Cette convention à portée sociale, la première du genre à se tenir en Afrique, vise, selon le ministre du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions (MTERI) d'alors, Abass Fall, à « garantir les droits à la sécurité sociale à nos compatriotes respectifs » et de « bâtir des ponts entre (les) deux nations, dans un monde en constante évolution ». La réalisation de ces objectifs, ajoutait le ministre, « serait un signal fort de solidarité, de coopération et d'humanisme, à la hauteur des valeurs » qui lient les deux pays.

M. FALL



*Papa Birama Thiam, ancien
Directeur de la Coopération
technique*

PAISD

Un partenariat fécond avec la Diaspora

“Le Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD), est une belle histoire”, selon son père fondateur, l'Administrateur civil de classe exceptionnelle Papa Birama Thiam. Une belle histoire qui a laissé une empreinte indélébile sur la face du Sénégal.

La grande crise économique en Asie à la fin des années 80 a notamment eu comme conséquence le ralentissement de l'aide publique au développement. Le président Abdoulaye Wade, à son arrivée au pouvoir, avait alors appelé à la réflexion pour des alternatives à cette aide. Directeur de la Coopération technique à la Présidence de la République, à l'époque, Papa Birama Thiam proposa, entre autres axes de réflexion, le montage d'un partenariat avec la Diaspora, compte tenu du volume important de ses transferts dans notre pays. “C'est comme

ça que l'idée est venue. Et, en 2002, est arrivé le symposium national qui a été convoqué par Wade sur le partenariat à construire entre l'État du Sénégal et sa Diaspora", souligne-t-il.

M. Thiam qui faisait partie du Comité technique préparatoire a suggéré au gouvernement de ne pas parler de l'épargne des Diasporas parce que, selon lui, ces dernières ne s'intéressent guère à ce que gagnent les fonctionnaires ou tout autre Sénégalais. "Ce qu'il fallait donc faire, c'est de s'intéresser à comment ils ont pu réussir à épargner. C'est-à-dire leur savoir-faire, leurs talents, comment ils ont fait pour gagner de l'argent", rappelle-t-il. C'est de là qu'est partie la thématique du recours à l'expertise des Sénégalais de la Diaspora. Mais pour Papa Birama Thiam, il fallait commencer par l'identification de ce qu'il appelle les "talents" et les "compétences" de la Diaspora.

Ainsi, en 2002, une activité de recensement a abouti à la création du site senexpertise.gouv.sn, qui a permis, "en moins de 15 jours, d'identifier plus de 3000 experts issus de la Diaspora", rapporte-t-il. C'est suite à ce travail que le ministère français des Affaires étrangères lui a suggéré de conceptualiser un programme autour de la Diaspora sénégalaise. Ainsi a vu le jour, en 2005, le projet Fonds de Solidarité Prioritaire « Initiative de co-développement », l'ancêtre du PAISD, dont l'acte de naissance a été signé lors de la dernière visite au Sénégal, la même année, du Président Jacques Chirac. "Un grand moment de communication parce que, pour la première fois, on a donné la possibilité et la reconnaissance à nos Diasporas avec un outil qui puisse les accompagner pour leur permettre d'exercer leur devoir de solidarité au Sénégal", explique l'ancien directeur de la Coopération technique. En 20 ans, le PAISD a pu s'adapter au temps. "Pour moi, l'un des premiers succès de ce programme,

c'est son ancrage institutionnel. Il y a eu beaucoup de changements politiques, mais il survit encore", constate l'ancien patron du PAISD.

«Le système LMD est le fruit du PAISD»

De son côté, Arona Touré, le successeur de Papa Birama Thiam à la tête de la Coopération technique, donc tutelle du PAISD, note que les Diasporas ont construit des écoles primaires, des collèges, des classes maternelles et des lycées. Une incursion sur l'enseignement supérieur a été même effectuée. "Le système Licence – Master – Doctorat (LMD) dont on parle tant aujourd'hui dans nos universités est le fruit du PAISD. J'avais fait venir de France, à l'époque, 17 Maîtres de conférences d'origine sénégalaise qui ont travaillé avec l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar pour monter le système LMD et permettre au Sénégal de rentrer dans cette nouvelle phase qualitative du système éducatif", souligne M. Thiam. Sans oublier

l'adduction à l'eau potable et le secteur de la santé.

"Nous passons des contrats avec la Diaspora, mais c'est l'association locale qui met en œuvre le projet. Avec le soutien du PAISD, nous recrutons des experts pour accompagner les Sénégalais de l'extérieur dans la réalisation du projet", ajoute M. Touré. Un deuxième volet concerne le soutien aux initiatives économiques de la Diaspora. "Si certains de nos compatriotes souhaitent investir dans leur pays d'origine, que ce soit immédiatement ou sur le long terme, nous les accompagnons sur tous les aspects non financiers, de l'idée initiale à sa structuration et son développement, jusqu'aux études de faisabilité", explique l'actuel patron du PAISD. Il a cité des projets emblématiques au Sénégal comme le projet Niokolo Transport qui permet d'assurer la liaison Dakar-Kédougou et d'autres projets d'envergure.

Mandiaye THIOBANE

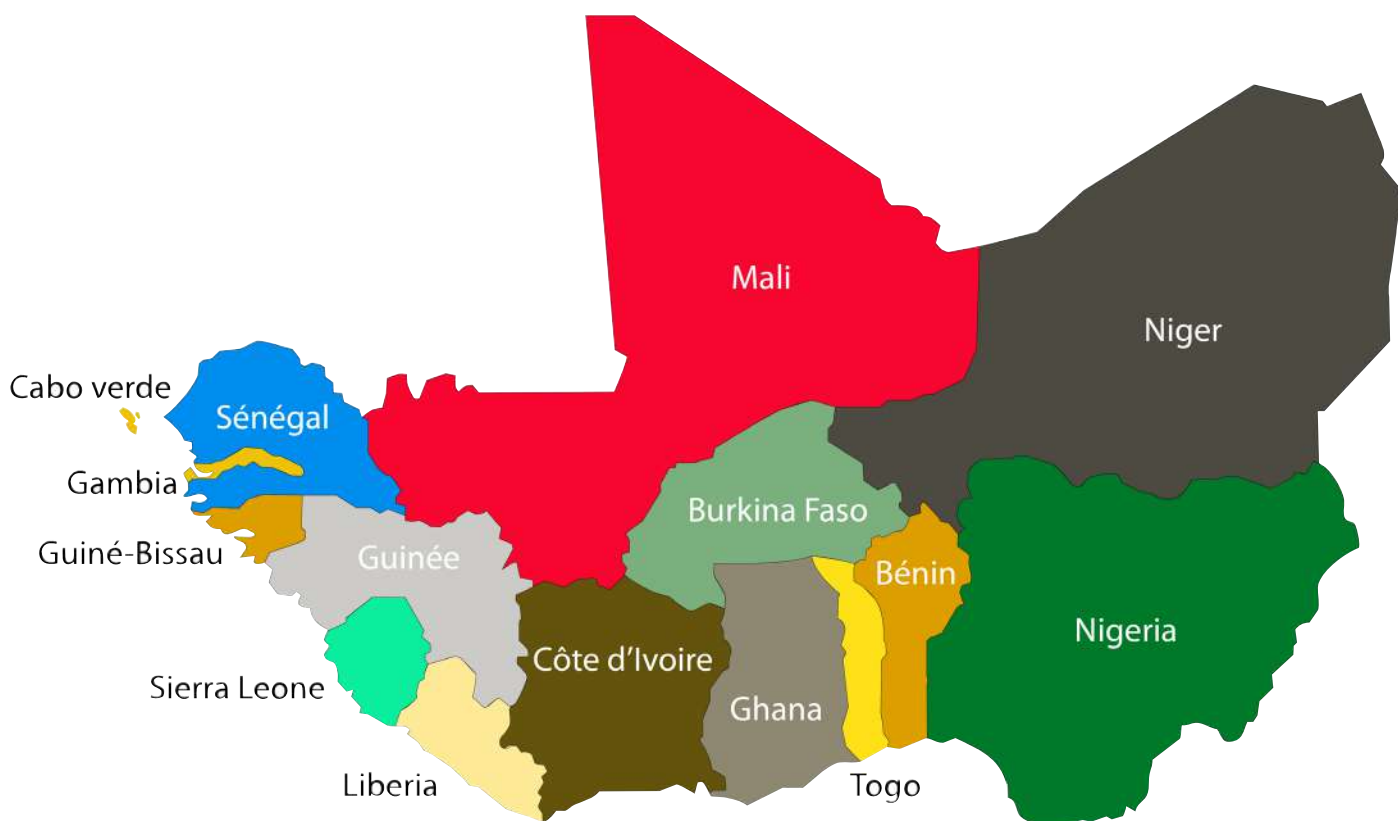


Arona Touré, actuel Directeur de la Coopération technique

HISTOIRE ET EVOLUTION DES MIGRATIONS SENEGALAISES

Le Sénégalais, voyageur sans frontières

Historiquement et sociologiquement, le Sénégal est un pays de migrations et dispose de l'une des diasporas les plus dynamiques à travers le monde.



Il est admis que le phénomène migratoire, même local, a pour mobile la quête d'un bien-être ou d'un mieux-être de la part de personnes vivant, in situ, dans des conditions économiques et sociales précaires. De ce point de vue, des communautés se sont souvent déplacées pour s'installer, provisoirement ou définitivement, dans d'autres zones à la recherche de meilleures conditions de vie. Ce comportement s'observe chez plusieurs communautés comme celles du Fouta par exemple, véritables nomades et qui, par extension, s'en inspirent pour aller plus loin, hors des terroirs et du territoire national. Ce qui explique le flux migratoire intense " d'abord

Sud-Sud avec des tentatives d'installation dans les pays voisins ou sur le continent". Selon un document de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), publié en 2018 et intitulé "Migration au Sénégal : profil migratoire", le premier champ migratoire s'est élargi vers certains pays de l'Afrique centrale et de l'Afrique du Sud, caractérisant des courants migratoires extra-régionaux essentiellement captés par le Gabon, le Congo et la République d'Afrique du Sud. De même, ajoute la source, "dans l'autre sens, les déplacements de population

lointains furent longtemps monopolisés par la France". Le document constate qu'aujourd'hui, "de nouveaux pays de destination sont apparus, traduisant ainsi une réorientation des flux, voire une recomposition à l'intérieur du champ d'émigration nord". Le recensement de la population de 2013 rapporte que "les 10 premiers pays de destination des Sénégalais se répartissent entre l'Europe occidentale (France, Italie, Espagne), l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Gambie, Côte d'Ivoire, Mali), l'Afrique Centrale (Gabon, Congo) et l'Afrique du Nord (Maroc)".



Au commencement, l'esclavage et la colonisation

"Panorama de l'émigration sénégalaise", un rapport publié par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), traitant de l'évolution des migrations internationales sénégalaises, distingue la "migration forcée" issue de la traite esclavagiste, comme étant l'une des origines de ce phénomène, mais aussi la "mobilité choisie" en fonction des opportunités de survie qu'offrait la nature. "Au nord comme au sud du pays, on se déplaçait à la recherche d'eau, de pâturage ou encore de terres fertiles pour satisfaire la demande d'une agriculture itinérante", explique-t-on dans cette première cartographie de la diaspora sénégalaise dans les pays de l'OCDE.

L'autre contexte ayant motivé l'évolution de la migration est la colonisation qui, souligne l'OCDE,

va reconfigurer la migration sénégalaise. "(...) Dans sa tentative de sédentarisation de l'agriculture itinérante, le pouvoir colonial valorisa la culture de l'arachide, ce qui hiérarchisa la société en y introduisant de nouveaux rapports de production capitaliste", lit-on. Cette répartition en faveur du centre, presque une discrimination par rapport aux autres zones du pays, favorise un mouvement des communautés de travailleurs comme "les Soninkés du Haut Fleuve Sénégal à quitter leur région à la recherche d'un travail saisonnier comme 'navétanes' au bord de la Gambie. Mais aussi vers les autres pays limitrophes comme la Guinée, le Mali, la Mauritanie ou encore la Guinée-Bissau. Donc, des migrations ouest-africaines, ou "Sud-Sud vers les régions de culture de rente", comme le corrobore "Migration au Sénégal : profil migratoire", un document de l'ANSD et de l'OIM publié en 2018.

Hamath KANE

Près de 400 000 émigrés sénégalais dans les pays de l'OCDE en 2020

«Avec environ 400.000 émigrés sénégalais résidant dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) en 2020, le Sénégal est le pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) avec le plus grand nombre d'émigrés dans les pays de l'OCDE, devant la Côte d'Ivoire et le Mali", selon Panorama de l'émigration sénégalaise. D'après ce document de l'OCDE, le nombre d'émigrés ivoiriens a augmenté de 185 % depuis 2000 ; 140.000 émigrés sénégalais résidaient alors dans les pays de l'OCDE. La France est de loin le premier pays de destination de l'OCDE des émigrés sénégalais : environ 160.000 émigrés sénégalais y résident (2020). Viennent ensuite l'Italie (environ 110.000 émigrés sénégalais en 2020), l'Espagne (environ 57.000 personnes) et les États-Unis (plus de 32.000 personnes).

H. KANE

SUR LES ROUTES AFRICAINES

Les Sénégalais sont aussi des adeptes de la migration régionale, entre les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les autres pays du continent. En effet, 27 % des ressortissants sénégalais ont émigré en Afrique de l'Ouest et 11

% en Afrique Centrale au cours de cette période, selon le rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) publié en 2018. "En Afrique de l'Ouest, les destinations principales des émigrés sénégalais sont la Mauritanie, la Gambie, la Côte d'Ivoire et le Mali", même si

la diversification des pays de destination des émigrés sénégalais a conduit à un accroissement des flux migratoires vers les pays africains hors de la CEDEAO, notamment le Gabon, le Congo et le Maroc.

H. KANE



LA DIASPORA ENTRE MUSIQUE, CINÉMA...

L'art de vendre la culture sénégalaise

La Diaspora sénégalaise s'illustre dans les arts et la culture. Un rayonnement visible dans différents domaines, comme la musique, le cinéma et les arts visuels notamment, à travers de grandes figures.

Elage Diouf, lui, est installé au Canada depuis 1996. Percussionniste, auteur-compositeur et interprète, il poursuit sa carrière avec succès, revenant souvent se produire dans son pays. La musique de Diouf est une fusion d'asiko, de folk, de pop, de blues, au cœur de laquelle se déploie une voix chaleureuse. En Suède, on rencontrera le joueur de kora Lamine Cissokho. Né à Ziguinchor, il s'évertue, à travers ses disques, ses concerts et projets artistiques, à montrer la richesse des traditions musicales héritées d'une famille de djélis mandingues.



Diogal Sakho, musicien, installé en France, s'est inscrit dans le courant folk lancé à la fin des années 1970 par Seydina Insa Wade. Son folk est un mariage de sonorités africaines et occidentales. Il mêle les rythmes et territoires de son univers lébou. Alune Wade, Samba Laobé Ndiaye, Hervé Samb, Cheikh Lo Diallo – fils du célèbre musicien Ouza Diallo – sont aussi en France, jouant régulièrement dans des salles fréquentées par les communautés de la Diaspora africaine et lors de festivals.



Wasis Diop, musicien, chanteur, compositeur et réalisateur sénégalais. Par son expérience, sa stature et son caractère quelque peu iconoclaste, il fait figure d'icône artistique dans la Diaspora sénégalaise. Né à Dakar, il vit en France depuis le milieu des années 1970. Il a composé des bandes originales de nombreux films, dont

deux pour des réalisations de son frère, le cinéaste Djibril Diop Mambéty (Hyènes et La Petite Vendeuse de soleil), et pour le Tchadien Mahamat-Saleh Haroun, le Béninois Sylvestre Amoussou, entre autres. En France, Wasis Diop travaille avec une grande variété d'artistes aux origines très diverses, mais il ne manque jamais une occasion de jouer au Sénégal où il revient régulièrement.



Julia Sarr, née à Dakar, n'oublie pas de faire apparaître dans ses productions de chanteuse et auteure-compositrice et productrice, l'héritage de ses racines sénégalaises, chantant en wolof et associant à ses mélodies soft des rythmes mballax. A côté de ses projets solos, elle a une riche activité de choriste sur scène et en studio : avec Lokua Kanza, Jean-Jacques Goldman, Michel Fugain, MC Solaar, Koffi Olomidé, Youssou N'Dour, Richard Bona, Salif Keïta, Oumou Sangaré, Mano Solo, Alpha Blondy, Femi Kuti, Omar Pène, Johnny Hallyday, Maurane, Gaël Faye, Bénabar, Pascal Obispo, Marcus Miller, Christophe Maé, Francis Cabrel..., elle fait partie des chœurs de Miriam Makeba, sur l'album Homeland, sorti en 2000 et enregistré à Johannesburg. Elle a l'occasion de signer le texte d'une des chansons Lindelani.



Aboubacar Demba CISSOKHO



Mansour Cissé Kanakassy,

figure emblématique de l'art contemporain, travaille depuis 1994 à Berlin

(Allemagne). Né à Dakar, il a été formé à l'Institut National des Arts du Sénégal (de 1973 à 1977). Il exerce le métier de sculpteur à la Médina, son quartier natal, au village des Arts du Sénégal ou avec d'autres collègues sur l'île de Ngor. L'art de Mansour Cissé Kanakassy – Grand Prix de la Biennale de l'art africain contemporain en 2008 – est très politique. Il montre son soutien au projet de libération des pays africains et à l'unité africaine à travers notamment le projet Déberlinisation qui fait clairement allusion à la conférence de Berlin (1884-1885), qui a acté le partage de l'Afrique entre les puissances européennes.



Cheikh Djibril Kane est un promoteur d'événements, historien sénégalais établi en Allemagne

depuis 22 ans, fondateur et promoteur de l'Afrika Film Festival de Wuppertal, en Allemagne, une manifestation créée en 2015. Dans un entretien accordé en septembre dernier à l'APS, Cheikh Djibril Kane était revenu sur les objectifs du festival, relevant qu'il s'agit de "fêter la diversité, de présenter l'Afrique comme une plateforme cinématographique, riche de par ses histoires, mais riche aussi de par les compétences diverses qui traversent le continent".



Ousmane Dia,

artiste plasticien, originaire de Tambacounda, formé à l'Ecole des arts du Sénégal et à

l'École supérieure des arts visuels de Genève, graveur et enseignant, est installé depuis 1997 en Suisse où il mène sa carrière. Libérée des conventions ethnographiques, son expression artistique essaie de transcender les frontières entre les territoires géographiques pour avoir un caractère "universel". Dia est l'initiateur du projet d'échange artistique Tambacounda-Genève-Dakar (TGD) qu'il pilote à travers le CAP (Collectif des Artistes Plasticiens) fondé en 2000 à Genève.



Ousmane Ndoeye,

producteur et réalisateur sénégalais, quant à lui, est basé à Denver (Colorado, États-

Unis) depuis plus de 25 ans. Il a lancé en août dernier la première édition du "Colorado Diasporic Film Festival" avec l'objectif de "célébrer la richesse et la diversité du cinéma africain". Le festival s'ouvrira avec la projection du documentaire El Maestro Laba Sosseh, réalisé par Macky Madiba Sylla en 2021, qui retrace la vie du célèbre musicien africain Laba Sosseh. Ndoeye considère ce film comme un symbole fort de la culture et de l'histoire africaines. Maky Madiba Sylla est lui-même un artiste, musicien et cinéaste qui vit entre la Suisse et le Sénégal.



Mati Diop

est actrice, réalisatrice, scénariste et costumière franco-sénégalaise.

Elle est la fille

du musicien Wasis Diop et nièce du cinéaste Djibril Diop Mambéty (1945-1998). Elle vit et travaille à Paris. Elle réalise son premier court-métrage, LastNight en 2004 (Paris), programmé à la Cinémathèque française. En 2008, elle réalise au Sénégal le court métrage Atlantiques qui reçoit le Tiger Award au Festival de Rotterdam, un prix au Festival Media City (Ontario, Canada), au Festival de Ann Arbor (Michigan, États-Unis), et une Mention spéciale du Prix Louis Marcorelles au Festival du Cinéma du Réel. Son court métrage Mille Soleils (2013) est un hommage à son oncle Djibril Diop Mambéty dont il « prolonge », à sa manière, le chef d'œuvre Touki Bouki. Elle est l'auteure des longs-métrages Atlantique (2019) et Dahomey (2024).



Pierre Thiam,

célèbre chef cuisinier sénégalais aux États-Unis, originaire de la Casamance, est connu et apprécié

pour ses innovations éclectiques placées entre ses acquisitions et un enracinement dans diverses traditions culinaires d'Afrique de l'Ouest. Pierre Thiam est l'auteur de livres de cuisine primés. Il est aussi le fondateur de Yolélé, qui distribue des produits alimentaires africains dans le monde, notamment le fonio.



Bamba Day, SYMBOLE DE DIPLOMATIE CULTURELLE ET RELIGIEUSE

S'il y a un événement à caractère religieux et culturel qui s'est installé par sa régularité et son caractère de plus en plus important, c'est bien le Bamba Day dont la 37^e édition a été célébrée au mois de juin dernier.

L'événement conjugue religion, spiritualité, rayonnement diplomatique et instants de vie communautaire. Il est organisé successivement à New York et à Washington, dédié au fondateur du mouridisme, Cheikh Ahmadou Bamba. Bamba Day est le symbole de vitalité de la confrérie mouride dans la Diaspora sénégalaise en Amérique. Il est en même temps un moyen pour ses organisateurs d'affirmer l'attachement de cette communauté aux valeurs du mouridisme.

Le Bamba Day a été initié pour honorer la mémoire de Cheikh Ahmadou Bamba. Il réunit chaque



année depuis sa création un nombre de plus en plus important de fidèles de la communauté mouride et au-delà. A l'occasion, des milliers de fidèles viennent de nombreux États pour célébrer les enseignements de l'œuvre religieuse, sociale, éducative et la dimension politique du fondateur du mouridisme. Le Bamba Day est, chaque fois, mis à profit pour

exposer des éléments importants de la culture sénégalaise : tenues traditionnelles, gastronomie... C'est ainsi une manière, pour les Sénégalais de la Diaspora américaine, de faire vivre – même loin de leur pays d'origine – leur identité culturelle et leur foi religieuse.

A. D. CISSOKHO

UN PROJET DES TIDIANES AU CŒUR DE PARIS

Zawiya Seydina Cheikh à Paris, preuve d'une Diaspora intégrée

La Tijaniyya sénégalaise aussi étale ses tentacules jusqu'en Occident grâce à la Diaspora. La preuve la plus actuelle est l'implantation imminente d'une Zawiya Seydina Cheikh à Neuilly-sur-Marne, en France. L'édifice, initiative de la communauté sénégalaise, sera construit dans un ancien bâtiment de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF) désaffectée. Son acquisition a coûté près d'un milliard de francs CFA. Il est prévu au rez-de-chaussée une



bibliothèque, un accueil et un réfectoire. Il comprend aussi des classes modulables servant à faire la prière ou encore des logements pour des hôtes de marque. Ce projet de la Zawiya Seydina Cheikh permettra aussi de fédérer toutes les dahiras tidianes de Paris.

Dans d'autres pays aussi, les enseignements d'El Hadj Malick Sy sont disséminés. Le « Takoussan Seydina Cheikh » à Bergamo (Italie), le « Takoussan Serigne Mansour Sy Borom Daara Ji » à Barcelone (Espagne), la Dahira Ahibahi Seydi Djamil à Stuttgart (Allemagne). Aux États-Unis, on peut citer les Journées Cheikh Ahmed Tidiane organisées par l'Islamic Tijaniya Fondation of America (ITFA).

H. KANE



CODE DES INVESTISSEMENTS 2025

UN CADRE MODERNISÉ ET COMPÉTITIF

01 **Élargissement des secteurs d'activités** éligibles et baisse des seuils d'investissement ;

02 **Services de facilitation** formellement intégrés au dispositif ;

03 **Délais décisionnels** : traitement des dossiers en ≤10 jours ouvrables ;

04 **Incitations stables** : garanties fiscales et douanières sur 3 ans (Dakar/Thiès) ou 5 ans (autres régions) ;

05 **Protections explicites fortes** : transfert des capitaux, convertibilité des devises, accès aux matières premières ;

06 **Guichet unique digital** : procédures entièrement dématérialisées ;

07 **Prévention des différends** : mécanisme de gestion des griefs et instauration d'un Comité Technique de Suivi et d'Investissement (CTSI) ;

08 **Introduction de nouveaux régimes ciblés** : Investissements Stratégiques, Investissement Socialement Responsable.

LES BINATIONNAUX

La fierté de porter le maillot du Sénégal

Les binationaux constituent une composante essentielle de la Diaspora. Ils incarnent un mélange de cultures et de styles de jeu, contribuant à l'élévation du Sénégal sur la scène sportive internationale. Ils s'impliquent aussi dans le développement local à travers des projets humanitaires. Voici quelques exemples dans le football et le basketball.

IBRAHIMA MBAYE ET MAMADOU SARR, LES NOUVEAUX LIONS

Le retour au pays natal, par le biais du maillot national, est de plus en plus fréquent. Le dernier en date est le cas d'Ibrahima Mbaye, jeune sociétaire du Paris Saint-Germain, natif de Trappes (France) qui vient d'étrenner sa première sélection, à 17 ans seulement, lors des deux matchs amicaux des Lions face au Brésil et au Kenya, disputés en novembre dernier. "Un choix du cœur" pour Mbaye, selon le sélectionneur national Pape Thiaw. Le même sans doute pour le défenseur strasbourgeois Mamadou Sarr (20 ans) dont le père, Pape, milieu talentueux de la Génération 2002, a porté haut les couleurs du Sénégal.

MAMADOU NIANG, HABIB BÈYE, PAPE GUÈYE...

Avant lui, on peut noter les cas de Mamadou Niang, Habib Bèye, Edouard Mendy, Pape Guèye, Ismaïl Jakobs, Iliman Ndiaye, pour ne citer que ceux-là. Ayant réussi une parfaite intégration, ils représentent aujourd'hui une grande satisfaction aussi bien au plan sportif qu'au plan social.



KOULIBALY, "CAPITAINE DU CŒUR"

Le cas Kalidou Koulibaly est assez représentatif. Le capitaine des Lions, né en France il y a 34 ans, est très lié à Ngano, son village d'origine, dans la région de Matam, au Sénégal. Le capitaine des Lions du foot soutient activement le développement local via son association «Capitaine du Cœur». Par ce canal, le fils prodige a pu financer des infrastructures comme un Centre de santé et aider l'agriculture avec, par exemple, l'achat d'une motopompe pour les cultivateurs locaux. Ce qui illustre son engagement pour son terroir.



LÉNA TIMERA ET CIERRA DILLARD : LE PATRIOTISME DANS LE PANIER

Nombre de sportifs ayant opté pour le Sénégal ont manifesté un fort engagement sportif. C'est le cas dans le basket avec récemment les sacrifices patriotiques consentis par des joueuses. Léna Timera (30 ans), née en France, a souffert avant de rejoindre les Lionnes du basket avant que la Fédération Internationale de Basketball (FIBA) n'accepte son éligibilité pour le Sénégal, après l'avoir privée de l'Afrobasket de 2021, à Yaoundé. Ce qui lui a permis de participer au dernier Afrobasket à Abidjan.

Sa coéquipière de Cierra Dillard (29 ans), qui est née et a grandi à Rochester (New York), a dû son salut au Président de la République d'alors qui lui a octroyé la nationalité sénégalaise pour qu'elle participe à l'Afrobasket féminin 2023 à Kigali. Elle ne lâche pas une seule occasion pour prouver son patriotisme. Après l'élimination des Lionnes en demi-finale du dernier Afrobasket par le Nigéria, la meneuse a versé des larmes. "J'ai fait tout ce qui était humainement possible pour être là et jouer pour le Sénégal", a-t-elle dit, parlant de sa blessure aux ligaments croisés.





SOUADOU NIANG

Femme de ménage aux USA, elle rentre avec un hôtel de luxe

Souadou Niang est une « femme 5 étoiles ». Après avoir terminé son cycle secondaire au Sénégal, elle quitte le pays pour aller poursuivre ses études aux États-Unis. Impressionnée par le luxueux Ritz Carlton Tysons Corner à Washington DC, elle demande et obtient la possibilité d'y travailler comme femme de ménage pour payer ses études, tout en aspirant à devenir gestionnaire. Un objectif qu'elle a finalement atteint. Vingt-cinq ans plus tard, de retour au Sénégal, dans le but d'apporter le même niveau d'hospitalité de luxe qu'elle avait connu en Amérique, Souadou est désormais non seulement propriétaire du Palm Luxury Hotel, mais elle est également devenue une source d'inspiration pour de nombreuses femmes.

DIEYNABA NDIAYE

De la RATP à la machine de transformation d'aliments de bétail

Ancienne employée de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en France, Dieynaba Diagne a choisi de revenir au pays pour mettre son savoir-faire au service du développement national. L'ingénieure et chercheuse a par ailleurs conçu une machine innovante dédiée à la transformation d'aliments pour bétail et a investi plus de 30 millions FCFA sur fonds propres pour concrétiser son projet. Le ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, Mabouba Diagne, qui l'a reçue, salue « une initiative remarquable qui participe pleinement à la valorisation des ressources agricoles, à la création d'emplois pour les jeunes et à la souveraineté économique de notre pays ».



SERIGNE AMAR

Le rêve américain se concrétise dans l'aviculture sénégalaise



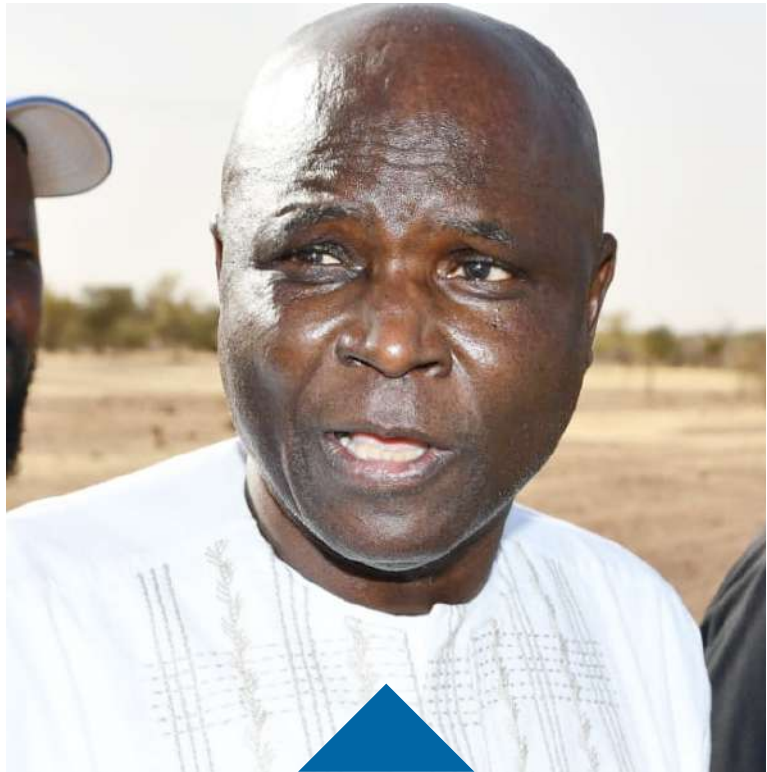
Après avoir travaillé comme serveur et chauffeur de taxi aux États-Unis, Serigne Amar est rentré au Sénégal avec son diplôme d'ingénieur en électricité. Il décide de se lancer dans l'aviculture en 2016, alors qu'il était âgé de 28 ans. C'est ainsi qu'est né le Couvoir Amar, spécialisé dans la production et la vente de poussins d'un jour et de poulets. Il a commencé par une « petite » exploitation élevant 30.000 poussins par semaine. Serigne dirige aujourd'hui une entreprise de 2 millions de poussins et 60.000 poulets par mois et emploie 200 jeunes.



MAO SIDIBE

De la France au Rap Djolof

Maodo Sidibé, plus connu sous le nom de Mao School ou Mao Prod, fut l'un des premiers fondateurs du groupe BBC Sound System et de Ben Bop avec le fameux tube «Thereza». Né au Sénégal, Mao a émigré en France à 22 ans avec son premier groupe avec lequel, il a effectué plusieurs tournées à travers le monde. Le groupe remporte en 2002 le Premier Prix des Découvertes du Printemps de Bourges. Par la suite, l'artiste monte un home-studio dès 2006 à Paris, puis un autre à Dakar où il vit depuis 2012. Il fait des enregistrements, des mix, de la direction artistique sous le nom de MP (Mao Prod). Il a ainsi entièrement réalisé 8 albums hip-hop entre Paris et Dakar et a placé des prods dans de nombreux albums (Keur Gui, Nix, Simon, Xuman, etc.). Mao a été élu par le public meilleur compositeur hip-hop du Sénégal en 2012, puis 2013, via le plus gros site web de la culture hip-hop du pays (Rap Djolof).



HAROUNA DIA

Un «prophète» au Burkina

Harouna Dia est le prototype de l'émigré sénégalais complet. Ingénieur en hydraulique de formation, l'intellectuel et homme d'affaires s'est émancipé hors du pays, au Burkina. Avec sa poissonnerie au grand marché de Ouagadougou, à la fin des années 90, il crée des centaines d'emplois et contribue ainsi au développement économique de ce pays. Il parvient à arborer le statut de milliardaire.

Dia intègre ainsi le « Pays des hommes intègres », et devient immortel. Le fils de Wendou Bosséa, dans la région de Matam, a été honoré, il y a deux ans, par le Comité scientifique burkinabè lors de l'inauguration de la Rue des Étoiles sur l'avenue Kwame Nkrumah à Ouagadougou.

Le philanthrope a sauvé la vie de Diary Sow, l'élève sénégalaise qui avait fugué en France en prenant en charge ses études. Le PDG de la Poissonnerie du Burkina n'a pas oublié son pays où il a signé une révolution agricole financée par des centaines de millions, offrant ainsi des emplois à des jeunes et des femmes. De même, Harouna Dia fait partie du gotha du secteur privé qui s'est engagé dans le projet West African Energy, pour la construction d'une Centrale électrique à gaz de 300 MW, financée à hauteur de 200 milliards FCFA par des Sénégalais.



RETOURS VOLONTAIRES ET INVOLONTAIRES

4663 migrants rapatriés en 2025

Alors que la route migratoire vers les îles Canaries reste l'une des plus meurtrières au monde, une autre voie, légale et balisée, tente de s'imposer comme modèle de coopération en la matière : la migration circulaire.



Depuis janvier 2025, le Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des Migrants (BAOS) de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) de Diass a enregistré un total de 95 opérations de rapatriement, ayant permis le retour de 1810 migrants sur le territoire national dont 1550 retours volontaires (85,6 %) et 260 retours involontaires (14,4 %), selon le Cabinet du Secrétaire d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur. Ce total est réparti comme suit : hommes (1562 ; 86,2 %), femmes (141 ; 7,8 %), enfants (107 ; 5,9 %).

« Pour les retours volontaires, les migrants proviennent généralement de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie, du Mali, de la Libye, du Tchad, du Ghana, du Niger, de l'Égypte, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria. Pour les retours involontaires, les pays de provenance des migrants sont principalement les États-Unis, le Maroc, la

France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Suisse », indique un document dont APS Magazine a eu connaissance.

A noter que pour le rapatriement volontaire, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) apporte un « soutien considérable » à l'État du Sénégal, à travers le ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, assure-t-on. « Outre la voie aérienne, il faut préciser que le rapatriement volontaire s'effectue aussi par voie terrestre », souligne la même source.

En effet, de janvier à décembre 2025, le bureau du BAOS à Saint-Louis a constaté, à partir de Rosso, le rapatriement involontaire de 2853 migrants composés de Sénégalais et d'autres nationalités de la sous-région.

H. KANE

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

À Diawara, les infrastructures portent l'empreinte des émigrés

Dans la commune de Diawara aussi, les infrastructures portent l'empreinte de la diaspora, selon le maire de cette collectivité territoriale du département de Bakel, Killé Sakho. Il révèle que deux actions qui sont d'une importance capitale ont été réalisées par les émigrés. « Il s'agit de la station de potabilisation d'eau dont la construction a été financée à hauteur de 250 millions FCFA par les émigrés, en collaboration avec d'autres partenaires. Cette station a permis aux populations d'avoir de l'eau dans les maisons », a indiqué M. Sakho dans un entretien avec l'APS. Outre cet ouvrage, les émigrés ont construit et équipé le lycée de Diawara », a ajouté l'élue, avant de relever les réalisations faites dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, entre autres.

« Si Diawara existe, c'est grâce à ses émigrés », insiste Killé Sakho. Ces derniers sont regroupés autour du Comité de rénovation de Diawara (COREDIA) porté sur les fonts baptismaux en 1969. Sa mission est de travailler au développement de la commune, a souligné le maire.

« Tous les fils de Diawara sont membres de ce comité. Ce sont les émigrés qui cotisent annuellement pour la caisse du village. Quand les besoins sont là et que les moyens sont disponibles, ils participent. L'objectif est de faire en sorte que notre commune soit parmi les plus développées du pays », clame l'édile de la ville.

Dans la panoplie de réalisations effectuées par le COREDIA, figurent des écoles, des bureaux de poste, des forages, des collèges et lycées. D'autres projets sont également en gestation pour booster le développement de Diawara, selon le M. Sakho.

Abou NDIAYE
(correspondant à Bakel)



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES - MIAAE



fonds d'appui à l'investissement
des sénégalais de l'extérieur

Le FAISE accompagne les Sénégalais de l'extérieur à chaque étape de leur parcours entrepreneurial grâce à trois dispositifs clés, conçus pour stimuler l'investissement productif et renforcer l'impact des initiatives de la diaspora.



LEVIERS

un même objectif

**faire grandir les ambitions de la Diaspora
sénégalaise au service du développement
national.**

**FONDS DES
SÉNÉGALAIS DE
L'EXTÉRIEUR (FSE)**

un financement
dédié aux projets
productifs
réalisés au
Sénégal par les
membres de la
diaspora.

**FINANCEMENT
DES FEMMES DE LA
DIASPORA (FFD)**

Un appui à taux
zéro permettant
aux femmes de la
diaspora de
développer leurs
initiatives dans
leurs pays de
résidence.

**FONDS DE
GARANTIE**

Un mécanisme
accessible
partout, facilitant
l'accès au crédit
et sécurisant les
financements
pour les porteurs
de projets.

***Appuyer la Diaspora,
transformer l'avenir***



SUIVEZ-NOUS :



+221 33 864 60 44



faiseinfos@faise.sn



www.faise.sn



«La Diaspora a le devoir de soutenir la politique de souveraineté de l'État»

En octobre dernier, avec leur participation remarquable, à travers les "Diaspora Bonds", au troisième Appel Public à l'Épargne (APE) ayant vu l'État du Sénégal mobiliser 450 milliards FCFA, les Sénégalais de l'extérieur ont démontré leur capacité à répondre à l'appel de la Nation. Plus globalement, les émigrés contribuent à hauteur de 1800 milliards FCFA (en 2023) dans l'économie sénégalaise, c'est plus que le double de ce qu'on appelle

aide au développement. Le vrai enjeu est de passer du statut de "contributeurs domestiques à celui d'investisseurs nationaux". L'actuel Gouvernement dont l'arrivée au pouvoir est largement soutenue par les Sénégalais de l'extérieur comprend mieux que quiconque l'importance et le rôle que doit jouer la Diaspora dans la souveraineté de nos États. L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) note d'ailleurs, dans un Rapport, "compte tenu de

l'émigration importante de la population sénégalaise et de la reconnaissance des apports de la Diaspora, que les autorités sénégalaises cherchent à mieux connaître ce vivier de talents installé à l'étranger, enclin à s'impliquer dans le développement économique et social de son pays d'origine". Les Sénégalais qui jouissent, de manière générale, d'une très bonne réputation dans leur pays d'accueil sont très peu, paradoxalement, à prendre la nationalité de leur

pays de résidence. Beaucoup plaident aujourd'hui pour une vraie politique migratoire qui permettrait à notre pays de se positionner dans ce domaine qui n'est pas un phénomène, mais une réalité sociale. Au-delà de l'économie, la Diaspora, c'est aussi les intelligences en mouvement, ces cerveaux qui brillent sur les quatre points cardinaux, ces ambassadeurs de l'ombre qui font que la culture est plus que jamais au début et à la fin du développement. Quelqu'un comme Souleymane Bachir Diagne, Mohamed Mbougar Sarr, Fatou Diome, Moussa Diao (Oryx), Mouhamed Julien Ndao (Okapi), Daniel Ndiaye (Kemoil), Makane Moïse Mbengue (juriste), Aboul Aziz Thioye (Nations Unies) et tant d'autres encore portent haut le flambeau du Sénégal éternel par leurs compétences et leurs attitudes. Ils mériteraient plus que jamais d'être consultés et écoutés. Toutes ces personnalités sans titre apportent une grande plus-value à notre pays. Il est heureux cependant de constater que le Président Bassirou Diomaye Diakhary Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko ont décidé d'organiser le premier forum national dédié à la Diaspora. Le ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Cheikh Niang, et le Secrétaire d'Etat chargé des Sénégalais de l'extérieur, Amadou Chérif Diouf, instruits, sont en train de ratisser large pour que l'appel du Gouvernement parvienne à tous les Sénégalais qui aiment profondément leur pays et qui vivent, malgré leur éloignement, au rythme de leur pays. Le rôle et la place de la Diaspora dans la souveraineté de nos États doivent être bien compris et bâtis sur une vraie connaissance des profils, mais aussi sur une confiance et une parfaite générosité entre les autorités et les citoyens : c'est le prix pour un développement durable, digne et une souveraineté assumée et réussie.

El Hadji Gorgui Wade Ndoeye – Journaliste sénégalais accrédité auprès des Nations Unies, Genève. Initiateur du «Gingembre Littéraire»

COOPÉRATION SÉNÉGAL-ESPAGNE

La migration circulaire, une alternative productive à la voie irrégulière

Alors que la route migratoire vers les îles Canaries reste l'une des plus meurtrières au monde, une autre voie, légale et balisée, tente de s'imposer comme modèle de coopération en la matière : la migration circulaire.

Le premier accord de migration circulaire entre le Sénégal et l'Espagne a été signé en 2008. Il s'agit de recruter de la main-d'œuvre au Sénégal pour des besoins spécifiques en Espagne, pour une durée déterminée, avec l'engagement formel du retour au pays d'origine des saisonniers, une fois le contrat terminé. Puis, en 2021, 2023 et 2024, d'autres textes ont été paraphés afin de mieux organiser la mobilité de ces travailleurs du Sénégal vers l'Espagne.

452 saisonniers déjà en Espagne en 2025

En ce qui concerne le taux de retour, il était de 38,30 % en 2021 avec 18 ouvriers agricoles revenus sur 47 partis en Espagne. En 2023, 46 ouvriers agricoles sur 123 sont rentrés, soit un taux de retour de 37,40 %. Il s'est établi à 66,44% en 2024 avec 101 ouvriers agricoles revenus sur 152. Pour la campagne de 2025, lancée le 16 mars, 9 cohortes ont déjà quitté le Sénégal pour l'Espagne, pour un total de 452 travailleurs saisonniers dont 372 nouvelles recrues et 80 anciennes. Les contrats ont une durée minimum de 3 mois et maximum de 9 mois pour des salaires compris entre 1500 et 1800 euros par mois. Historiquement cantonné à l'agriculture, le programme



de migration circulaire entre l'Espagne et le Sénégal pourrait connaître un tournant stratégique. En effet, face à la pénurie de main-d'œuvre en Espagne et au chômage des jeunes au Sénégal, les deux parties discutent de l'ouverture du dispositif à d'autres secteurs d'activités comme le transport routier (camionneurs), le Bâtiment et les Travaux Publics (BTP), mais aussi le tourisme. L'objectif est de monter en gamme dans les qualifications et d'offrir des perspectives plus durables.

Cheikh Moussa SARR

6 Novembre 2025



Le prix «Africain de l'année» est attribué à Abdou SAMB, un éminent leader économique de la diaspora sénégalaise installé en France, pour son engagement à promouvoir le retour des talents africains et à renforcer l'intégration économique et intellectuelle du continent. La cérémonie, organisée par Mission Africa Awards, s'est tenue au Luxurious Southern Sun Hotel de Johannesburg en Afrique du Sud.

26 MARS 2024

En lien avec ses partenaires sénégalais, français et européens, l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) organise à l'Institut Français de Dakar la 3ème édition du forum «mobilité et diaspora». Cet événement a pour principal objectif de renforcer la visibilité des projets des ressortissants sénégalais de retour et consolider les partenariats institutionnels et associatifs pour une réinsertion durable au Sénégal. La Représentation de l'OFII au Sénégal a ouvert ses portes en 1984.

18 MAI 2022

Ouverture à Dakar du 1er Sommet International des Aînés Africains et des Diasporas (SIAAD 2022) qui va se dérouler jusqu'au 30 mai sur le thème : «Notre patrimoine, mémoire du futur». L'événement a été parrainé par le regretté Amadou Mahtar MBOW, ancien Directeur général de l'UNESCO (1974-1987) qui venait de fêter ses 101 ans.

2 JANVIER 2017

L'Assemblée nationale adopte un projet de loi modifiant le Code électoral : de 150, le nombre de députés est porté à 165 pour inclure les Sénégalais de la Diaspora dans la représentation nationale.



28 OCTOBRE 2016

Ouverture de la première édition des Ateliers de la Pensée, initiés par le politologue camerounais Achille MBEMBÉ et l'économiste sénégalais Felwine SARR et réunissant jusqu'au 31 octobre à Dakar et à Saint-Louis des penseurs, écrivains et universitaires africains et de la diaspora pour réfléchir sur les nouvelles interrogations suscitées par les transformations du monde contemporain.

6 OCTOBRE 2004

Ouverture à Dakar de la première Conférence des Intellectuels d'Afrique et de la Diaspora, organisée par l'Union Africaine (UA) en collaboration avec le gouvernement du Sénégal. La rencontre s'inscrit dans le prolongement de la première réunion des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique tenue à Dakar en 1996. Environ sept cents (700) intellectuels et hommes et femmes de culture d'Afrique et de ses Diasporas, particulièrement ceux d'Amérique du Nord, Centrale et du Sud, des Caraïbes, d'Europe et du Monde arabe, ont pris part à la Conférence dont le thème général est « L'Afrique au 21ème siècle : Intégration et Renaissance ».

6 OCTOBRE 1990

Ouverture à Dakar de la première Conférence des Intellectuels d'Afrique et de la Diaspora. La rencontre préfigure la première réunion des Intellectuels et Hommes de culture d'Afrique tenue à Dakar en 1996 et qui a réuni plus de 700 participants venus de tous les continents.

Notre pays, notre ciel,
notre fierté



AIR SENEGAL
ESPRIT TERANGA



Ils ont dit...



« La création d'une Haute Autorité de la Diaspora et la promotion d'une culture du patriotisme économique sont des clés pour maximiser le potentiel de ces communautés à l'étranger. Les Sénégalais de la Diaspora représentent une véritable richesse pour notre pays. »

Boubacar SEYE, président de Horizons Sans Frontières, 31 décembre 2024

« Les migrations constituent une des données majeures de notre époque. Elles sont aujourd'hui au centre des relations internationales et des perspectives de construction d'un nouvel ordre migratoire qui tient compte des configurations de notre système international. »

Pr Ndioro Ndiaye, ancienne DG adjointe de l'OIM, 19 novembre 2018

« Dans l'histoire politique du Sénégal, on n'a jamais vu une Diaspora aussi engagée dans les affaires publiques de son pays. »

Aicha Touré, député de la diaspora, 28 décembre 2024



Ensemble, construisons notre fierté africaine !

16
ans d'activités

11
filiales dans
une Holding

03
filiales à
l'international

03
certifications ISO



www.sabluximmobilier.com



Promotion Immobilière - Services Immobiliers - Bâtiments et Travaux Publics

Dakar • Conakry • Abidjan • Ouagadougou



+221 33 869 40 00



sablux@sabluxgroup.com



www.sabluximmobilier.com



PETROSEN
Holding



PETROSEN
Exploration & Production



PETROSEN
TRADING & SERVICES